



Austérité, dette et libre-échange en Argentine et en Europe.

De troublants parallélismes.

Xavier Dupret

Avril 2024

133.995 signes

Sommaire

Introduction (résumé).....	3
Un projet résolument agro-libéral.....	7
Raúl Prebisch. Un Argentin face à l'hégémonie idéologique occidentale en économie.	12
Et nos agriculteurs? Ils ne sont pas compétitifs... ..	20
Conclusion (ancrage associatif de cette production).....	39

Introduction (résumé)

Comme le titre de cette étude le suggère, il est possible de repérer des liens et des correspondances entre les conjonctures économiques et politiques tant en Argentine qu'en Europe. La chose peut paraître surprenante. Il faut cependant toujours se méfier des apparences.

En effet, l'Europe et l'Argentine seront peut-être appelées dans les années qui viennent à réaménager leurs relations commerciales dans le sens de davantage de libre-échange. Buenos Aires pourrait donc devenir un partenaire de premier plan des économies européennes. Certes, le grand accord « UE-Mercosur » n'est sans doute pas près d'être adopté. En effet, il s'agit d'un traité mixte qui nécessite l'approbation des 27 Etats membres de l'Union et de leurs parlements. On sait d'ores et déjà que la France, la Wallonie et l'Autriche sont opposées aux pourparlers que la Commission européenne a renoués avec le Mercosur.

Pour autant, on n'en conclura pas qu'il faut refermer ce dossier une bonne fois pour toutes. En effet, il est toujours possible pour la Commission européenne, via des réglementations à caractère technique, de favoriser les producteurs argentins au détriment des agriculteurs de chez nous comme cela est, d'ailleurs, déjà le cas. On vérifie cet état de choses pour les importations de d'agro-carburants, fortement libéralisées depuis 2019, et de viande en augmentation en dépit du blocage institutionnel qui fut opposé aux propositions d'accord de libre-échange entre le Mercosur et le Vieux Continent. A ce propos, gageons que la question des quotas de viande en provenance du Mercosur constituera très vraisemblablement un enjeu de taille et une sacrée pomme de discorde dans les années à venir.

En effet, contrairement aux informations que l'on peut rencontrer sur les réseaux sociaux, les pièces de viande que les éleveurs du Mercosur (et principalement d'Argentine) exportent vers l'Europe et les Etats-Unis correspondent à des morceaux à haute valeur ajoutée. Or, les prix de revient des productions issues des systèmes argentins d'élevage extensif sont inférieurs à ceux des agriculteurs wallons en raison d'une forte différence du point de vue des économies d'échelle. Autrement dit, augmenter les importations de viande en provenance du Mercosur provoquera inévitablement une chute des revenus au détriment de la filière bovine wallonne alors que notre paysannerie est déjà fort endettée. C'est là bien évidemment un sujet de préoccupation majeure.

Or, et c'est pour cela qu'il convient d'étudier de près la situation en Argentine, toute la politique qui est menée dans ce pays depuis l'élection d'un président d'ultra-droite vise à renforcer la compétitivité sur les marchés internationaux des grands propriétaires terriens, lesquels constituent la vraie base sociale du nouveau régime. Dans le décours de l'exposé, cette étude chiffrera le surcroît de compétitivité garanti par la politique économique de Javier Milei au bénéfice de la classe dominante en Argentine. Nous verrons que ce renforcement s'avère particulièrement impressionnant puisqu'il se situe au-delà des 60%. On expliquera cette particularité argentine en proposant une analyse des échanges internationaux selon la clé

de lecture « Centre-Périphérie » dans la lignée de Raúl Prebisch dont nous détaillerons parallèlement les précieux apports à la pensée économique en opposition à l'idéologie dominante visant à imposer le libre-échange aux peuples de la planète. A ce propos, cette étude procèdera à une recension en profondeur de ce paradigme alternatif en économie politique et des enjeux spécifiques auxquels il renvoie pour l'Argentine mais aussi pour les Européens.

En effet, cet exercice de contextualisation nous permettra d'identifier par la suite en quoi les politiques d'austérité menées en Europe répondent en écho à celles qui s'abattent, pour l'heure, sur le peuple argentin. En mobilisant le concept marxien de taux d'exploitation, on pourra prouver que l'augmentation de cette variable constitue le but final de l'austérité budgétaire. En Europe, cette politique de régression sociale sera évidemment plus facile à faire accepter, de surcroît, si des contingents plus importants de nourriture moins chers et présentant un bon rapport qualité/prix parviennent aux consommateurs européens dont le pouvoir d'achat ressortira fatalement amputé du fait de la réduction des dépenses publiques programmées dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union européenne. Cette hypothèse se vérifie depuis le 1^{er} mai de cette année, date à laquelle est entré en vigueur le traité de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande, lequel se traduira par des importations de viande bovine et ovine de bonne qualité et moins coûteuse que les productions de l'élevage wallon. La dégradation des conditions de vie des salariés européens finira donc, tôt ou tard, par se répercuter sur le niveau des revenus des agriculteurs de chez nous.

Pour toutes ces raisons, on peut déjà tenir pour acquis le fait que les importations en Europe de viande argentine vont augmenter. Il est vrai que l'actuel président de ce pays ne cesse de marteler que les caisses sont vides et qu'il faut rembourser la dette. Ce constat nous permettra de prendre un peu de distance critique par rapport à l'actualité. En effet, tant en Europe qu'en Argentine, on peut repérer des éléments d'arbitraire au sujet de la question de l'endettement public, ce qui démontre, du même coup, le caractère avant tout idéologique des discussions menées à ce sujet. Chez nous, c'est l'objectivité et le caractère de scientificité des critères de Maastricht qui permettent de remettre sérieusement en cause la doxa austéritaire.

En ce qui concerne l'Argentine, nous démontrerons que c'est, dans ce cas, l'illégitimité de la dette extérieure qui doit être dénoncée. A ce titre, des mesures d'annulation conséquentes de la dette du pays pourraient être revendiquées dans les années qui viennent. On rappellera à ce propos que la dette argentine correspond depuis déjà bien longtemps aux préoccupations de la sphère associative belge, laquelle a porté à bout de bras, il y a de cela près de dix ans, l'adoption d'une loi destinée à contrer l'action des fonds vautours sur le territoire national. L'auteur de ces lignes eut, d'ailleurs, la chance d'être partie prenante à ce travail.

Au total, on voit qu'il existe une imbrication évidente entre trois fronts de résistance s'opposant à la mondialisation néolibérale: les agriculteurs en butte aux pressions libre-échangistes de la Commission européenne, les organisations de travailleurs regroupées au sein de la Confédération Européenne des Syndicats qui s'opposent vigoureusement aux politiques d'austérité menées aujourd'hui en Europe et les milieux tiers-mondistes et autres ONG qui

revendiquent l'annulation des dettes extérieures des pays surendettés du Sud global, quand, du moins, ces passifs vérifient l'existence d'irrégularités dans leur formation. De par son histoire, notre association est structurellement proche de ces trois mouvances (spécialement, le mouvement ouvrier et la sphère altermondialiste). En tout état de cause, le retour des pourparlers entre l'Union européenne et le Mercosur dans le but de conclure un accord de libéralisation commerciale et l'inévitable vague de protestations à laquelle ce processus donnera lieu permettront de mettre en avant cette forme particulière d'intersectionnalité des luttes.

Autant commencer en jouant cartes sur tables: oui, ce qui se passe en Argentine sous la présidence de Javier Milei s'avère très vraisemblablement susceptible d'exercer à moyen voire court terme un effet concret sur le vécu et les préoccupations des publics de la partie francophone du pays ainsi que dans le champ associatif dans la partie francophone du pays. A ce sujet, on peut considérer d'entrée de jeu que d'ores et déjà, l'Argentine fait clairement partie des sujets de préoccupation du champ associatif francophone dans la mesure où ce n'est pas tous les jours qu'Axelle Fischer, secrétaire générale d'Entraide et Fraternité, Arnaud Zacharie, secrétaire générale du CNCN 11.11.11 et Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC cosignent une carte blanche dans Le Soir dans le but de fustiger « l'aggravation de la situation politique et sociale en Argentine, avec la loi « omnibus [par laquelle] le nouveau président Javier Milei menace de réduire à néant 40 années de luttes sociales » au moment précisément où les syndicats européens et des organisations de la société civile répondaient à l'appel à la solidarité du mouvement ouvrier argentin¹.

En ce qui concerne les préoccupations du public de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il ne faudra pas non plus effectuer de trop longs détours pour établir une influence entre ce qui se trame là-bas au loin au fin fond des pampas de l'extrémité méridionale des Amériques avec l'élection d'un président ultralibéral et ce qui se vit au quotidien chez nous. Pour s'en convaincre, on mentionnera qu'à l'occasion des mouvements de protestation initiés par les agriculteurs en Belgique au mois de mars cette année, trois Wallons sur quatre approuvaient le cahier de revendications du monde paysan². On ne rappellera non plus jamais assez à ce propos que l'Argentine fait partie du Mercosur, soit le groupe de pays d'Amérique du Sud qui négocie un accord de libre-échange avec les autorités européennes. Or, et c'est évidemment un aspect sur lequel nous reviendrons par la suite, un tel accord, s'il était adopté, aurait des conséquences désastreuses pour les éleveurs wallons, et cela sans nullement glisser dans une quelconque forme de catastrophisme. Très objectivement, un pays comme l'Argentine est, en matière de production bovine (mais pas exclusivement), nettement plus compétitive que la Wallonie. Nous aurons l'occasion de démontrer tout cela, chiffres à l'appui, dans la suite de cette étude. On vérifiera aussi que l'ouverture économique à l'Argentine procède d'un projet néolibéral décidé chez nous en Europe correspondant à une volonté de faire baisser les coûts de production et de soutenir les taux de profit sur le Vieux Continent dans le droit fil des mesures d'austérité qui sont imposées aux travailleurs de ce continent depuis une quinzaine d'années. Nous verrons également que les événements qui se trament aujourd'hui en Argentine correspondent à un état de profond délitement économique directement causé par une dramatique crise de solvabilité. A ce sujet, on pourra voir dans la suite de ce document que cette problématique dans le concret correspond dans le concret à des préoccupations

¹ Le Soir, « Pour la démocratie en Argentine, en parallèle des négociations de l'accord UE-Mercosur », Carte blanche d'Axelle Fischer, secrétaire générale d'Entraide et Fraternité, Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCN 11.11.11 et Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, édition du 24 janvier 2024.

² Le Soir, *Grand baromètre: un soutien marqué au mouvement des agriculteurs*, édition mise en ligne le 25 mars 2024.

citoyennes telles que véhiculées, notamment, par le champ associatif chez nous en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Un projet résolument agro-libéral

Pour nos agriculteurs en Wallonie, l'élection de Javier Milei équivaut à une (très) mauvaise nouvelle, et ce, comme nous allons le voir, quand bien même un accord UE-Mercosur devait être, cette fois encore, battu en brèche par le Parlement wallon. Il existe, en effet, bien des manières d'accéder au territoire européen pour les productions agricoles argentines et de ce fait, de constituer une bien préoccupante concurrence pour l'agriculture européenne car les autres producteurs sur le Vieux Continent ne sont pas nécessairement beaucoup plus à l'abri que leurs homologues wallons. Ils en sont, d'ailleurs, assez conscients comme en témoigne la levée de bouclier qui accompagne chaque retour à l'ordre de jour du déjà ancien projet de libéralisation des échanges commerciaux avec cette partie de l'Amérique du Sud. C'est ainsi que des organisations de la société civile du Vieux Continent, parmi lesquelles *Via Campesina*, c'est-à-dire l'organisation internationale, fondée dans les années 1990 à Mons, qui fait office de trait d'union entre les petits exploitants d'Asie, des Amériques, d'Europe et d'Afrique, s'étaient mobilisées à Bruxelles à la mi-juillet de l'année dernière et avaient manifesté contre les traités de libre-échange alors que les négociations avaient repris entre la Commission et le Mercosur.

A ce sujet, nous ambitionnons de suivre les judicieux conseils d'un authentique maître es stratégies qui exhortait de la sorte ses disciples: « Connais ton ennemi et connais-toi toi-même; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux »³. Nous voilà donc prévenus. Puisque le mouvement social s'est déjà mobilisé contre le projet de la nouvelle équipe au pouvoir en Argentine, il semble effectivement intéressant d'identifier à qui et à quoi nous avons affaire.

Afin de mieux cerner le projet politico-économique de Javier Milei, nous devons partir des caractéristiques propres à la variante argentine du néolibéralisme, différentes par bien des aspects de ce qui existe chez nous (ce point sera approfondi dans la suite de l'exposé). En l'occurrence, nous devons interpréter ce libéralisme à la lumière des théories de la dépendance qui subdivisent l'économie internationale en deux pôles distincts, à savoir le Centre et la Périphérie⁴. Pour les tenants de ce courant, on retrouve d'un côté, les pays centraux de l'économie mondiale et de l'autre, un ensemble d'Etats que l'on appelait « pays en voie de développement », il y a quelques années, et que l'on qualifie aujourd'hui de Sud Global. Il se trouve qu'une immense majorité de pays que l'on retrouve au sein de ce Sud Global vivent concrètement la réalité d'une insertion de type périphérique au sein de l'économie mondiale. En l'occurrence, ces Etats se sont spécialisés dans la fourniture de matières premières (minérales ou agricoles) aux pays développés, lesquels, de leur côté, déploient un processus d'ajout constant de valeur à travers des procès de production

³ Sun Tzu, L'art de la guerre, Flammarion, Paris, 2017 (rééd), pp.14-15.

⁴ Pour une introduction à la théorie de la dépendance, lire par exemple Amin, Samir, La loi de la valeur mondialisée, Le Temps des cerises/Éditions Delga, Paris, 2011.

incorporant d'importantes proportions de capital fixe qui proviennent d'une course permanente à l'innovation.

En fait, ces différences de spécialisation correspondent, dans la théorie classique, au fait que le Nord possède du capital (considéré comme un facteur de production à part entière) et que le Sud en détient nettement moins. Dans cette configuration, il ne reste, dès lors, aux nations périphériques qu'à « vendre » du travail (soit l'autre facteur de production). Pour cela, elles devront se spécialiser dans des filières particulièrement intensives en main d'œuvre ou dans l'exportation de matières premières.

On pourrait, à fort juste titre, se demander à quel titre l'exploitation des matières premières est considérée comme du travail alors qu'il s'agit d'une dotation naturelle n'ayant rien à voir avec du travail. Pour le dire familièrement, la population d'un pays pourrait bien s'échiner à travailler du matin au soir, tous ses efforts désespérés ne lui garantiraient pas pour autant de découvrir de l'or noir, du lithium ou de l'uranium s'il ne s'y trouvait pas déjà auparavant. Ce point de discussion est important puisqu'il permet de distinguer à l'intérieur des formations sociales périphériques celles qui, comme l'Argentine, se caractérisent par une économie de rente et d'autres qui se sont engagées dans l'industrialisation de leur tissu productif. En attendant, pour tenter de mieux comprendre cette contradiction, il nous faut examiner de plus près le modèle à partir duquel les courants hétérodoxes en économie envisagent la question de la division du travail au niveau international. C'est, en effet, seulement après avoir passé en revue les hypothèses sur lesquelles repose cette modélisation que nous pourrions poser les linéaments d'un paradigme alternatif, en l'occurrence marxien et reposant, de surcroît, sur une lecture du Capital.

Pour cela, nous devons en revenir à l'économiste qui porte la paternité de ce paradigme et est, à ce titre, toujours enseigné de nos jours. Il s'agit de David Ricardo (1772-1823)⁵. Selon Ricardo, tous les pays peuvent être gagnants au jeu du libre-échange s'ils se spécialisent dans la production de marchandises pour lesquelles ils possèdent un avantage comparatif. C'est sur cette base que le libre-échange s'impose, dans l'optique ricardienne, comme étant le *modus operandi* le plus fonctionnel de mise en œuvre du commerce international. Ricardo se montre donc opposé au protectionnisme. Les tenants des courants les plus orthodoxes en économie se sont situés dans la ligne de Ricardo au point de continuer à pousser des cris d'orfraie, de nos jours encore, devant la perspective de politiques protectionnistes.

Au départ de sa thèse, Ricardo entreprend de réformer la proposition d'Adam Smith (1723-1790) fondée sur l'avantage absolu. Selon Smith, un pays a tout avantage à se spécialiser dans les productions qu'il peut développer à un coût inférieur à tous les autres. Pour Adam Smith, dès qu'il existe gain résultant d'une différence située au niveau des coûts de production, il y a incitation objective à la spécialisation. Ricardo va prendre le contre-pied du modèle smithien d'explication des échanges commerciaux en les basant logiquement sur l'existence

⁵ A ce sujet, lire Paul R. Krugman, Maurice Obstfeld, Economie internationale, De Boeck, Louvain-la-Neuve, 4ème édition, 2003, pp.31-49.

d'avantages comparatifs. Dans un ouvrage resté célèbre⁶, David Ricardo va exposer son modèle des avantages comparatifs en limitant le commerce mondial au Portugal et au Royaume-Uni et à deux produits, le drap et le vin. Pour savoir dans quelle production chacun des deux pays envisagés a intérêt à se spécialiser, il convient, d'après Ricardo, de s'intéresser au coût relatif d'un produit par rapport à l'autre dans chacun des pays.

Les coûts de production sont déterminés, chez Ricardo, par la productivité du travail, c'est-à-dire très concrètement par la quantité de travail nécessaire à leur fabrication. Dans cette optique, le drap comme le vin vont s'échanger en fonction de la quantité de travail que leur production exige. Partons de l'hypothèse qu'en Angleterre, il faut, d'une part, 120 travailleurs pour produire une unité de vin et, d'autre part, 80 personnes pour produire une unité de drap alors qu'au Portugal, la production d'une unité de vin requiert le travail de 70 ouvriers contre 75 personnes pour une unité de drap.

Si on s'inscrit dans le modèle de Smith, l'Angleterre ne dispose d'aucun avantage. En effet, le Portugal s'avère nettement moins coûteux dans la production tant du drap que du vin. Le Portugal est un danger pour l'Angleterre qui, dans l'optique smithienne, n'est compétitive pour aucun des deux produits. Fin de traitement de l'information.

Pour Ricardo, les choses doivent être envisagées de manière un peu plus nuancées. Selon lui, l'Angleterre peut échanger sans soucis avec le Portugal. Comment arrive-t-il à cette conclusion profondément contre-intuitive? La détermination de la structure des échanges entre les deux pays passe, d'après David Ricardo, par une comparaison entre le coût relatif du drap (production pour laquelle l'Angleterre est la plus productive) par rapport au vin en Angleterre puis au Portugal. Ce calcul revêtira la forme du tableau suivant.

	ANGLETERRE	PORTUGAL
<u>Travail pour une unité de drap (a)</u>	80	75
<u>Travail pour une unité de vin (b)</u>	120	70
<u>Coût relatif drap/vin (a/b)</u>	0,67	1,07

L'interprétation de ce tableau doit s'établir comme suit. Pour l'Angleterre, il s'avère plus intéressant de se spécialiser dans la filière du drap en raison de sa productivité supérieure pour ce segment de la production tandis que le Portugal a tout intérêt à produire du vin en raison de sa très grande efficacité dans le secteur de la viticulture. On peut, au passage, chiffrer cet avantage pour le Portugal à 7%. Il faut au Portugal 7% de travailleurs en plus pour la production d'une unité de drap. Au contraire, pour l'Angleterre, l'avantage comparatif en

⁶ Ricardo, David, Des principes de l'économie politique et de l'impôt (première édition: 1817), Flammarion, Paris, 1999.

faveur du drap est de 33% (1-0,67). Il faut donc comparativement 33% de travailleurs en moins pour produire une unité de drap en Angleterre.

Contrairement à Smith, pour Ricardo, les échanges commerciaux à l'international ne revêtent pas la forme d'un jeu à somme nulle dans lequel l'un gagne fatalement au détriment de l'autre. Chez Ricardo, le libre-échange, ce serait donc du "win-win" à 100% puisque chacun des pays en relation de commerce trouve son avantage dans l'échange marchand. D'un point de vue plus systémique, la spécialisation selon les règles de la meilleure efficacité relative est, dans cette optique, la plus avantageuse puisqu'elle débouche sur une croissance plus importante de la production à l'échelle mondiale.

Pour prouver ce point de sa théorie, Ricardo part de l'exemple d'une situation d'autarcie. Pour produire une unité de vin et de drap, l'Angleterre doit employer 200 travailleurs. Si l'on suit le raisonnement des avantages comparatifs, l'Angleterre va transférer dans les draperies tous les travailleurs employés jusque-là dans la viticulture. En situation de libre-échange, l'Angleterre dispose de 200 hommes par an employés dans la production de draps. Or, la productivité de l'Angleterre en ce qui concerne la fabrication de draps est d'une unité pour 80 travailleurs. Autrement dit, en plaçant 200 hommes dans ses draperies, l'Angleterre produira 2,5 unités de drap (200/80) contre une seule malheureuse petite unité (80/80) dans le modèle fermé.

A son tour, le Portugal, s'il se convertit aux vertus du libre-échangisme, va affecter la totalité de sa main d'œuvre dans les vignes du pays. Notons qu'en modèle fermé avant ouverture de ses frontières, la patrie de Pessoa produisait une unité de vin et une unité de drap en employant 145 travailleurs. Puisque la productivité au Portugal est de 70 hommes pour une unité de vin, l'application du modèle libre-échangiste va permettre la production de 2,07 unités de vin (145/70). Au total, en se spécialisant dans les productions pour lesquelles ils sont les plus productifs, le Portugal et l'Angleterre ont jeté les bases d'un monde dans lequel la production de vin a crû de 3,5% (2,07/2) et celle de drap de 25% (2,5/2).

Chez Ricardo, le libre-échange garantit la croissance de la production. De surcroît, puisque le modèle ricardien d'aménagement des échanges internationaux permet d'économiser des heures de travail, il permet également de se procurer davantage de produits à des prix de marché plus faibles. Dans le modèle fermé, la production de deux unités de vin exigeait la mise au travail de 190 salariés (120 en Angleterre et 70 au Portugal). Après ouverture des frontières et libéralisation des échanges, deux unités de vin exigent la mobilisation de 140 ouvriers qui seront, cette fois, tous portugais. En ce qui concerne la filière du drap, en cas d'autarcie, il fallait employer 155 hommes afin produire deux unités de drap au Portugal et en Angleterre. Après spécialisation, il en faut 160 exclusivement en Grande-Bretagne. Au total, en cumulant les productions de chacun des deux pays pour le drap et pour le vin, avant libéralisation des échanges, la production de deux unités de vin et de la même quantité de vin nécessitait la mise au travail de 345 hommes. Avec l'ouverture des frontières, la production de ces quatre mêmes unités de drap et de vin requiert l'emploi de 300 hommes. Sur le papier, le gain est évident.

Au total, le modèle ricardien de division internationale du travail rend possible la meilleure allocation possible des ressources. Nous pouvons, d'ailleurs, chiffrer cette amélioration dans le cas de figures qui nous occupe. Elle est de $(345-300)/345$, soit 13,04%. Evidemment, cet état de choses apparaît, à première vue, favorable au consommateur. C'est d'ailleurs sous cet angle que les néolibéraux ont vendu la mondialisation au bon peuple dès la fin des années 1990. Le consommateur-roi allait être heureux comme un coq en pâte. Il fallait à tout prix libé-ra-li-ser. Tel était le mantra de l'époque comme en témoignent les déclarations de Mike Moore, directeur général de l'OMC de 1999 à 2002 lorsqu'il déclarait au journal *The Economist* que la libéralisation des échanges et l'ouverture des frontières avaient pour principaux effets de faire baisser les prix des biens de consommation et d'élargir les possibilités de choix des consommateurs⁷. Pourtant, le modèle ricardien, qui fait encore office de référence théorique aujourd'hui, souffre de nombreuses limitations.

Tout d'abord, Ricardo postule une mobilité absolue du facteur travail, comme du capital d'ailleurs, à l'intérieur de ses frontières. Pour lui, la main d'œuvre peut « migrer » d'un secteur à un autre sans que cela pose plus de problèmes que cela. Cette hypothèse constitue, d'ailleurs, la condition *sine qua non* pour qu'un pays puisse utiliser au mieux ses ressources. Dans le concret, il n'en va évidemment pas ainsi. Par exemple, en cas d'ouverture de nos économies face au bloc du Mercosur, il ne sera pas, par exemple, spécialement évident de transformer la paysannerie européenne en petites entreprises sous-traitantes au sein de la filière automobile. Cet exemple n'a pas été pris au hasard puisque c'est ce secteur qui devrait, en Europe, tirer son épingle du jeu en cas d'accord avec le Mercosur. Dans le concret, l'ouverture des frontières et le libre-échange s'accompagnent régulièrement, l'histoire nous le prouve suffisamment, de graves problèmes sociaux. Les partisans du libre-échange font toutefois valoir que ce choix de politique commerciale s'avère la meilleure option de long terme. En attendant, il faut bien vivre et à long terme, comme le veut le célèbre adage, nous serons tous morts. L'école ricardienne se montre, pour sa part, fort peu disserte quant aux modalités concrètes permettant de concilier cet objectif de long terme présenté comme louable et la nécessité de protéger l'emploi. A ce propos, nous verrons, d'une part, que la droite argentine se caractérise par une radicalité certaine dans la manière d'aborder cette question et d'autre part, que les implications de cette orientation idéologique ne peuvent que se traduire par de fâcheuses répercussions chez nous.

Ensuite, les facteurs de production, dans l'optique ricardienne, sont parfaitement immobiles à l'international. Chez Ricardo, les usines ne sont, par exemple, pas du tout délocalisables. Notons bien que la critique de cette hypothèse permet d'anticiper que la division internationale du travail et le libre-échangisme n'ont pas été nécessairement porteurs de progrès social et technique partout dans le monde de la même façon en même temps. En tout état de cause, la discussion et la critique de ce pan important du libéralisme classique n'ont guère eu d'impact dans la formation du corpus central des sciences économiques. C'est ainsi que la théorie la plus utilisée de nos jours encore en matière d'analyse du commerce international, soit le modèle HOS mis au point par les économistes Eli Heckscher (1879-

⁷ The Economist, The Human face of Globalization, édition mise en ligne le 26 août 1999.

1952), Bertil Ohlin (1899-1979) et Paul Samuelson (1915-2009), reprend les intuitions fondamentales de David Ricardo et les portent à un niveau plus élevé de scientificité en intégrant à côté du travail, le capital et la terre. Dans la logique du modèle HOS, un pays doit impérativement opter pour une spécialisation dans le type de productions qui mobilise davantage le facteur dont il est le plus pourvu.

Pour un pays comme l'Argentine, la terre, pour des raisons de fertilité tout-à-fait exceptionnelles, constitue l'atout maître sur lequel elle doit miser dans la compétition économique internationale. Nous allons voir que cette présentation irénique du commerce international reposant sur une vision unanime des intérêts en jeu a suscité bien des critiques. Il se trouve, au demeurant, que l'une d'entre elles est à la base d'un clivage politique profond en Argentine que nous allons étudier au point qui suit. Dans la foulée, on proposera également une relecture de la division internationale du travail à la lumière des concepts fondamentaux de l'économie marxiste de manière à pouvoir identifier les revendications spécifiques permettant de s'opposer au libre-échange et ses dérives dans sa version « Traité UE-Mercosur ». On vérifiera, d'ailleurs, que ces doléances correspondent fort opportunément à l'agenda du monde associatif francophone. Pour l'heure, intéressons-nous à ce clivage argentin qui concerne, sans qu'ils s'en doutent, nos agriculteurs.

Raúl Prebisch. Un Argentin face à l'hégémonie idéologique occidentale en économie.

Dans l'optique ricardienne, tout le monde est gagnant au jeu du libre-échange pourvu que chaque pays se spécialise en fonction du facteur dont il est le mieux pourvu. C'est ce raisonnement que Raúl Prebisch (1901-1986) va, à travers une série de productions qui vont rester célèbres et ont marqué l'entrée du Sud dans la formation de la pensée économique, vigoureusement contester en postulant qu'il est préférable que les anciennes colonies ferment et protègent leurs marchés nationaux afin de soutenir un procès d'industrialisation et de développement autocentré. Au fondement de cette opposition à l'idéologie encore aujourd'hui dominante, on ne retrouve pas une approche théorique mais, au contraire, un constat empirique de comptabilité nationale. Dans les années 1930, Prebisch était le président de la Banque centrale d'Argentine. A cette époque, il avait relevé que suite à l'éclatement de la crise de 1929 en Grande-Bretagne et aux États-Unis, qui étaient les principaux clients des productions agricoles de l'Argentine (pour l'essentiel, du blé et de la viande), les prix des exportations argentines avaient davantage baissé que ceux des productions manufacturières importées d'Europe et d'Amérique du Nord. Cette découverte n'a pas manqué d'aiguiser la curiosité de Prebisch. Après bien des tâtonnements, il finira par formuler, à la fin des années 1940, une théorie cohérente, celle de l'échange inégal entre le Centre (le Nord. Par exemple, la Belgique) et la Périphérie (le Sud. Par exemple, l'Argentine)⁸. On notera avec intérêt qu'un

⁸ R, Prebisch, *Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico* (1951) in « La obra de Prebisch en la CEPAL », Ed. Gurrieri, México, Fondo de Cultura Económica, 1982.

autre économiste, qui n'avait jusque-là jamais collaboré avec Prebisch, a établi un constat identique à la même époque⁹. Il s'agit de Hans Singer (1910-2006).

Prebisch et Singer opèrent un virage à 180 degrés par rapport à l'analyse ricardienne de façon à fonder un paradigme alternatif. Selon Prebisch et Singer, quand bien même il existe un avantage comparatif plaidant en faveur de l'exportation de matières premières dans le cas des pays du Sud, il est également patent sur le long terme que le prix de ces productions exportées par la Périphérie aura inévitablement tendance à se déprécier relativement aux exportations des industries du Nord. Autrement dit, le prix des importations en provenance des grands centres industriels, à l'époque, tous situés en Europe occidentale ou aux Etats-Unis, se caractérise par une tendance à grever toujours plus au fil du temps les balances des paiements des pays composant la Périphérie économique du monde dont les exportations de matières premières ne voient pas leurs cours augmenter de la même manière. Aussi, les Etats du Sud sont-ils contraints d'exporter toujours plus pour garder intactes leurs capacités d'importation. C'est ce décalage que la théorie de la dépendance de Prebisch-Singer qualifie de dégradation des termes de l'échange. Cette dernière est établie par une fraction présentant en son numérateur l'indice du prix des exportations et en son dénominateur, celui des importations. Avec le temps, les pays victimes de cette détérioration s'appauvriront inexorablement.

D'un point de vue sectoriel, en raison de l'impératif économique consistant précisément à toujours exporter davantage, il en résulte une tendance à la surspécialisation des pays périphériques dans les matières premières et la pression à l'appauvrissement de s'accroître évidemment. Dans le cas de l'Argentine, la surspécialisation s'est effectuée sur le segment de l'agrobusiness.

Prebisch explique cet état de choses par une analyse sociopolitique qu'il intègre à son diagnostic macroéconomique. Alors qu'il a repéré que la pression des organisations syndicales est très importante au Nord, Prebisch constate que les gains de productivité de l'industrie s'y transforment en augmentations salariales. Par conséquent, le prix nominal des produits manufacturés augmente. En revanche, le mouvement ouvrier au Sud, étant moins organisé, les gains de productivité n'y débouchent pas sur des revalorisations des salaires mais, au contraire, sur une diminution du prix des exportations.

Une objection a été formulée au raisonnement de Prebisch. Ce contre-argument consiste à affirmer que si les procès de production au Nord connaissent d'importants gains de productivité se traduisant par des augmentations salariales, les prix des matières premières dans cette partie du monde devraient également augmenter, vu la demande plus importante. Prebisch a pu faire valoir que les matières premières se caractérisent par une forme de stagnation de la demande sur leurs marchés finaux au Nord en raison d'une faible "élasticité-revenu" (laquelle correspond à la variation de la demande pour un produit au numérateur et la variation du revenu au dénominateur). Plus fondamentalement, la quête d'efficacité dans les

⁹ H. W. Singer, *The Distribution of Gains between Investing and Borrowing Countries* in « The American Economic Review », vol.40, n°2, Papers and Proceedings of the Sixty-second Annual Meeting of the American Economic Association, mai 1950, pp. 473-485.

procès productifs au Nord conduit à ce que des substituts synthétiques remplacent l'utilisation des matières premières. Il convient également d'associer à cette caractéristique le chômage massif régnant au sein des pays périphériques exportateurs de matières premières. Par conséquent, quand la demande de matières premières augmente au Nord, il se trouve au Sud une population à ce point nombreuse à intégrer sur le marché du travail que la croissance de la production fera augmenter le taux d'emploi mais pas les salaires. De surcroît, en cas d'augmentation de la productivité dans la filière des matières premières, la pression à la stagnation voire à la baisse des salaires au Sud va également s'accroître. Ce cercle vicieux entraîne ces pays dans une spirale de pauvreté. En tout état de cause, ce cadre théorique restitue fidèlement la trajectoire de l'Argentine tout au long du XX^{ème} siècle.

A la suite de ces constats fort peu réjouissants, Prebisch va plaider pour une industrialisation au Sud moyennant une volonté politique d'industrialisation par substitution aux importations. Afin d'y parvenir, les Etats de la périphérie devraient se déconnecter en partie des marchés mondiaux, par exemple en imposant des taxes sur l'importation des biens manufacturés en provenance du Nord. Ce type de politiques n'a cependant rien d'évident puisque dans bien des pays du Sud, les marchés intérieurs sont très faibles en raison d'un nombre limité de consommateurs, lesquels ne disposent de toute manière que d'un pouvoir d'achat très nettement insuffisant. Il s'avère toutefois possible de contourner cet obstacle en recommandant à des zones entières au Sud d'unifier leurs frontières commerciales et leurs politiques économiques. C'est tout le sens du panafricanisme encore aujourd'hui, par exemple. On remarquera que ce type de propositions correspond en tous points à la théorie de Prebisch.

Durant sa carrière, Prebisch n'a cessé de plaider en faveur de ces politiques hétérodoxes, que ce soit en tant que directeur de la CEPALC de 1948 à 1964 (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. En espagnol: Cepal, Comisión Económica para América Latina, organisme de l'ONU fondé en 1948 et dont le Siège se trouve à Santiago au Chili) ou, entre 1964 et 1969, en tant que Secrétaire Général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). D'un point de vue davantage empirique, l'analyse des données quantitatives disponibles débouche sur une validation des hypothèses Prebisch-Singer en tout cas pour le XX^{ème} siècle. Néanmoins, cette détérioration des termes de l'échange n'a été ni continue ni uniforme pour l'ensemble des produits¹⁰. Il semblerait, d'ailleurs, que les tendances soient moins défavorables en ce qui concerne ce premier quart du 21^{ème} siècle. Toutefois, si, comme on peut le supposer, cette tendance est liée au développement du potentiel industriel de la Chine, on peut anticiper qu'une fois que ce dernier aura atteint sa vitesse de croisière, la demande de matières premières finira par se tarir. La dégradation des termes de l'échange finira alors pas s'imposer à nouveau en tant que limite structurelle du commerce international libéralisé.

Voilà pourquoi sans doute les politiques d'industrialisation par substitution aux importations continuent à être soutenues par bon nombre d'experts au Sud, en ce compris l'Argentine. Par

¹⁰ Lutz, M.G, « A General Test of the Prebisch-Singer Hypothesis » in *Review of Development Economics*, Volume 3 Issue 1, Wiley & Sons, New York City, 1999, pp. 44-57.

exemple, le sud-coréen Ha Choon Jang, professeur d'économie à la prestigieuse School of Oriental and African Studies (SOAS) depuis 2022, ne cesse de rappeler qu'historiquement, ce n'est ni le libre-échange ni l'ouverture aux investissements directs étrangers qui ont rendu possible le décollage économique des nouveaux pays industrialisés en Asie¹¹. En réalité, toutes les nations considérées comme industrialisées ont, au départ du démarrage effectif de leur transition vers la modernité capitaliste, considérablement dévié des impératifs fonctionnels inhérents à la doctrine libérale et n'ont pas hésité à jouer la carte du protectionnisme. Le Royaume-Uni, les États-Unis ou encore l'Allemagne constituent de bons exemples de cet état de choses alors même qu'aujourd'hui, ces pays ne cessent de plaider pour plus de libre-échange auprès des pays du Sud¹².

En ce qui concerne les politiques économiques appliquées par le Sud global, la CEPAL, dont Prebisch fut, comme nous l'avons vu, le directeur, continue à soutenir les initiatives d'industrialisation par substitution aux importations pour les pays exportateurs de matières premières (également appelées biens primaires). Par exemple au sujet de l'Argentine, la CEPAL repérait, au début du XXIème siècle, que la grande majorité des exportations du pays correspondait à des biens primaires, du pétrole ou des biens manufacturés à faible valeur ajoutée. Dans la foulée, la CEPAL mettait en garde le gouvernement argentin de l'époque du risque pour la compétitivité future du pays que représentait la mise en œuvre de procès productifs se situant au niveau des strates inférieures des chaînes de valeur¹³.

Plus récemment, la CEPAL soulignait dans le cas argentin une hétérogénéité du tissu productif national dans lequel avaient émergé en une quinzaine d'années des branches d'un haut niveau de complexité technologique alors que le modèle d'exportation de matières premières, présentant des termes de l'échange défavorable, restait, malgré tout, dominant. Pour rompre avec cet état de choses, la CEPAL préconisait une stratégie consistant en un dépassement de la spécialisation dans des activités présentant des avantages compétitifs statiques (correspondant, concrètement, à l'exploitation de certaines ressources naturelles, ou sur l'abondance de main-d'œuvre peu qualifiée) en soutenant les capacités technologiques des agents de façon à bénéficier d'avantages concurrentiels plus conséquents¹⁴.

Le lecteur, même vaguement attentif, notera une différence de ton entre ces deux rapports de la CEPAL, l'un datant de 2005 et l'autre de 2020. En une quinzaine d'années, bien des choses se sont, en effet, produites en ce qui concerne le développement des industries en Argentine. A partir de l'élection de Néstor Kirchner en 2003, le pays va expérimenter un virage à gauche, assez similaire à d'autres formules, que l'on rencontrait à cette même époque dans certains pays d'Amérique latine, de réaménagement voire de dépassement, lorsque la conjoncture politique tanguait plus nettement à babord, du néolibéralisme. Le kirchnérisme, qui a présidé aux destinées de l'Argentine jusqu'en 2015, a défini, d'une part, des politiques publiques

¹¹ Ha Joon Chang, *Globalisation, Economic development and the role of State*, Zed Books, London, 2003.

¹² Ha Joon Chang, *Bad Samaritans. Rich nations, poor policies and the threat to the developing world*, Random House Business Books, London, 2007.

¹³ Cepal, *Competitividad y complejos productivos: teoría y lecciones de política*, Buenos Aires, juin 2005.

¹⁴ Cepal, *Foro Universitario, « El futuro de la matriz productiva argentina: consensos y nuevas perspectivas »*, Buenos Aires, 29 octobre 2020, pp.8-16.

nationales de récupération de certains droits sociaux en faveur d'importantes catégories de travailleurs (par exemple, les retraites publiques) mais aussi, d'autre part, d'initiatives allant dans le sens d'une tentative de réindustrialisation du pays. C'est ainsi qu'à partir de la reprise économique amorcée dès 2003-2004, le pays a enregistré une expansion considérable de son secteur industriel. A cette époque, le secteur manufacturier a connu une croissance de 71,6%. Au départ, cette expansion s'explique par les effets cumulés d'un taux de change élevé, de faibles coûts salariaux exprimés en dollars et de l'existence de capacités de production inutilisées. Plus fondamentalement, le secteur industriel argentin s'est consolidé sur son marché intérieur dans un contexte de croissance des salaires réels qui a stimulé la consommation mais aussi de barrières protectionnistes, lesquelles ont concrétisé un projet de substitution aux importations dans la lignée des prescriptions de Prebisch et de la CEPAL¹⁵.

Pour se donner une idée de l'ampleur de la vague protectionniste sous le kirchnérisme, on mentionnera qu'une guerre commerciale a éclaté entre les autorités européennes et Buenos Aires en 2013. Cela faisait, à cette époque, déjà quatre ans que la présidente Cristina Kirchner avait mis en œuvre des barrières particulièrement sévères aux importations. Par exemple, une entreprise étrangère ne pouvait, en vertu de cette législation, exporter ses produits en Argentine qu'à la seule condition d'acheter pour un montant équivalent en produits locaux. De surcroît, la volonté de promouvoir le redéploiement de son industrie nationale avait conduit le gouvernement argentin, un an auparavant, à exproprier le groupe pétrochimique espagnol Repsol du capital d'YPF, sa filiale argentine¹⁶. Au total, le secteur industriel argentin a connu une croissance annuelle moyenne de 3,6% entre 2003 et 2015¹⁷.

A ce stade des opérations, tout le monde aura constaté que les politiques commerciales et industrielles s'inspirant du corpus fixé par Raúl Prebisch sont le fait de la gauche en Argentine. La droite, au contraire, y mise davantage sur le libre-échange et la surspécialisation dans l'exportation de matières premières agricoles quitte à ce que les effets négatifs de la détérioration des termes de l'échange affectent l'économie du pays. Il est vrai que les gros propriétaires terriens constituent la base sociale des milieux conservateurs en Argentine. On vérifiera, au passage, que toute idéologie se caractérise par une base de classe. Nous pensons ce que nous pensons en fonction de nos besoins, de nos intérêts et de notre place dans la société.

Il se trouve qu'aujourd'hui, c'est la variante la plus dure de cette droite qui est aujourd'hui au pouvoir à Buenos Aires. Comme nous allons le voir d'ici peu de temps, c'est potentiellement une très mauvaise nouvelle pour nos agriculteurs. On pourrait comprendre que le lecteur de chez nous soit quelque peu surpris de voir des gens de droite, supposés proches des milieux économiques, se fermer à l'idée de la mise en œuvre de procès de production industrialisés

¹⁵ Lucía Trujillo, «La Argentina kirchnerista: Alcances y límites de una experiencia democrática sobre la distribución del ingreso (2003-2015)» in *Polis* [En ligne], vol.46. Date de publication: 8 juin 2017. Date de consultation: 20 avril 2024. URL: <http://journals.openedition.org/polis/12289>.

¹⁶ Les Echos, L'affrontement commercial se durcit entre l'UE et l'Argentine, édition mise en ligne en date du 27 mai 2013.

¹⁷ Manzanelli, Pablo, & Calvo, Daniela, « De la reactivación a la crisis: la industria argentina durante el ciclo de gobiernos kirchneristas » in *Sociedad Y Economía*, n°40, 2020, pp.119-142.

dans leur pays. Pour comprendre cette particularité argentine, il faut s'intéresser de près, à la suite de l'économiste Marcelo Diamand (1929-2007), à un trait saillant de l'économie argentine, à savoir sa structure productive déséquilibrée. Cette dernière renvoie au fait que deux branches aux caractéristiques fort dissemblables cohabitent au sein de l'économie du pays: d'une part, le secteur primaire agricole qui s'adapte sans difficultés aux prix en vigueur sur les marchés internationaux et le secteur industriel, qui fonctionne selon un niveau de coûts et de prix finaux considérablement plus élevés que les valeurs mondiales de référence.

Le développement du deuxième secteur implique donc une ponction des revenus du premier. En effet, le niveau élevé de leurs prix empêche les industries argentines d'exporter. Contrairement à ce qui se passe chez nous, où l'industrie autofinance, en raison de sa compétitivité, les besoins en devises et en capitaux que suppose son développement, le secteur industriel argentin, en raison des limitations structurelles qui pèsent sur son destin, ne peut réunir par son apport productif propre les devises nécessaires à sa montée en gamme et à sa croissance. Son approvisionnement en capitaux dans ce doit donc rester à la charge du secteur agricole, qui est, malgré tout, limité dans ses marges de manœuvre, soit en raison de problèmes de demande sur les marchés mondiaux et/ou de difficultés à augmenter la production au prorata de ce que requiert le développement industriel national¹⁸. On comprend, dès lors, que l'industrialisation du pays ne mobilise guère la grande bourgeoisie argentine qui préfère se cantonner à l'exploitation de sa rente agro-pastorale traditionnelle.

A ce sujet, on peut apporter une amplification au modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS) enracinée dans l'école marxienne de critique matérialiste de l'économie politique en assimilant la terre à une forme de capital. Détenir de la terre en tant capital, cela ne revient pas à la même chose que posséder une méga-usine de puces électroniques. Pour bien comprendre ce point, il faut distinguer deux types de capitaux intégrés dans les procès de production capitalistes. D'une part, on retrouve le capital variable dont font partie les matières premières et qui comme son nom l'indique, varie à la baisse en fonction des gains de productivité réalisés au sein des procès de production. D'autre part, on pointera l'existence d'un capital fixe, lequel correspond aux machines se substituant au travail humain dans les procès de production.

Une plus grande efficacité résulte des opérations de substitution du capital au travail et permet donc d'économiser l'usage d'intrants dans les procès de production. Les pays disposant d'un stock important de capital variable sont donc soumis à la demande des régions du monde qui disposent des stocks de capital fixe. En revanche, l'exploitation des ressources primaires des pays périphériques suppose l'introduction de masses de capital fixe qui, dans leurs pays d'origine, permettent, en retour, de diminuer l'utilisation des matières premières extraites au Sud. On vérifie donc que le développement des forces productives au niveau mondial suppose bien un transfert permanent de capital des pays de rente vers la Périphérie.

¹⁸ Marcelo Diamand, « La Estructura Productiva Desequilibrada Argentina y el Tipo de Cambio » in *Desarrollo Económico*, vol.12 n°45, 1972.

Il en résulte une différence globale de stratégies d'accumulation au sein des classes dominantes du Centre et de la Périphérie rentière. Il se trouve que les classes dominantes du Nord ont régulièrement recours aux services de l'Etat pour que ce dernier prenne en charge une partie des investissements inhérents au fait de moderniser régulièrement leur base productive. Par conséquent, elles se retrouvent en transaction avec les élites actives dans le champ de l'action publique. Il y a là un fondement fonctionnel à ce que les milieux d'affaire transigent et reconnaissent *nolens volens* une légitimité, toujours à renégocier, à l'action d'Etats modernes, dont la légitimité repose sur un important volet de politiques de solidarité et de cohésion sociales. Dans des formations sociales de ce type, l'extension des activités marchandes s'effectue en parallèle à celle des champs d'intervention étatique. En retour, celle-ci est toujours susceptible d'instrumentalisation par le secteur privé. Dans cette optique, le néolibéralisme se caractérise davantage par une volonté d'intégrer la puissance publique au service des objectifs d'accumulation du capital, plutôt que de s'en passer purement et simplement. Il s'agit, d'ailleurs, sans doute là du plus grand malentendu quand on évoque l'action du néolibéralisme dans un pays développé comme le nôtre.

Il n'en va pas de même dans un pays de rente comme l'Argentine. L'action étatique en vue d'un projet de modernisation des procès de production y est perçue par la bourgeoisie locale comme une ponction, d'autant plus difficile à supporter que comme nous l'avons vu, le capital variable, sur lequel repose l'accumulation dans ce pays de rente, a tendance à se déprécier face au capital constant dont la production est localisée dans les pays industrialisés. L'Argentine est enfermée dans ce drame de la rente et ne semble clairement pas prête à en sortir. Ce n'est évidemment pas le cas de tous les pays de Périphérie. Ceux qui ne disposent pas de larges quantités de capital variable sur lesquelles adosser leur accumulation sont contraints de s'appuyer sur leur facteur travail en tant que capital variable à l'œuvre dans les chaînes de valeur mondialisées.

La nature n'a, certes, guère gâté ces zones de la planète mais ce n'est pas toujours un drame. Le PIB d'un pays comme la Chine était identique à celui de l'Arabie saoudite, il y a de cela 20 ans. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas et c'est l'Arabie saoudite qui est dépendante de la Chine. La mise en œuvre de processus productifs de plus en plus complexes avec le temps a permis à Pékin de monter en gamme et de dégager toujours davantage de valeur ajoutée. Evidemment, ce type d'insertion au sein de l'économie-monde est beaucoup plus facile à mettre en œuvre quand on dispose d'un marché intérieur de la taille de celui de la Chine. Dans le cas chinois, le transfert des technologies occidentales a été obtenu en échange de l'accès au marché intérieur national. Quand on pèse un milliard d'habitants, on est en mesure d'obtenir ce genre de concessions de la part du capital privé transnational. Un pays comme l'Argentine ne boxe clairement pas dans cette catégorie. Sa classe dominante fondamentalement liée à la propriété terrienne se montre donc conservatrice et ne désire pas que l'Etat s'occupe de la marche de l'économie. Il en résulte une forte délégitimation des politiques sociales dans le chef des classes dominantes. Le néolibéralisme argentin est d'une certaine manière plus proche du naturalisme libéral classique consistant à assigner à l'Etat la poursuite, avant toute chose, de ses missions régaliennes (justice, police, diplomatie, défense

du territoire et émission de la monnaie)¹⁹. Dans ce type de formations sociales, la fragilité des droits sociaux permet, d'ailleurs, de palier la dépréciation structurelle du capital variable rentier face aux innovations technologiques.

Pour situer l'ampleur, depuis l'élection de Javier Milei, de ce processus de protection de la rente via la destruction des droits sociaux, on mentionnera que le financement à destination du système universitaire argentin a baissé, en termes réels, de plus de 70%. Quant aux travaux publics, ils doivent faire face à un désinvestissement majeur de plus de 80%. Plus globalement, le gouvernement argentin a diminué ses dépenses publiques de 35% en un an. Il n'est guère étonnant dans ces conditions qu'il soit récemment parvenu à dégager un surplus budgétaire de 0,6% du PIB en avril de cette année. Reste à voir si une telle thérapie de choc ne risque pas de faire mourir le patient au point de constituer finalement un choc sans thérapie réelle. D'un point de vue davantage stratégique, le plan de stabilisation de l'administration Milei s'articule principalement autour d'un double objectif général de rééquilibrage du budget, d'une part, et de rétablissement, d'autre part, de la balance des paiements à partir d'une mégadévaluation du taux de change officiel par rapport au dollar de 376 à 800 pesos, c'est-à-dire une dépréciation de 53%. Les vagues éléments redistributifs que comporte ce plan de stabilisation (taxes à l'importation s'élevant de 7,5 % à 17,5 % et taxes à l'exportation avec un taux minimum de 15%) sont, de surcroît, purement temporaires²⁰.

Une cure d'austérité de cette ampleur ne pourra que relancer la compétitivité de l'agrobusiness argentin face aux agriculteurs européens. On songera, à ce sujet, tout particulièrement à la filière bovine wallonne. A ce stade du débat, on peut identifier le projet miléiste à la volonté de la bourgeoisie agro-exportatrice de diminuer le niveau de rémunération de la main d'œuvre afin de relancer l'accumulation à partir de l'unique atout compétitif dont dispose le pays, c'est-à-dire sa production agricole. Pour se donner une idée de ce que peut représenter du point de vue des politiques sociales une reprise en main de l'économie du pays par l'agro-business national, on mentionnera que les travailleurs agricoles en Argentine ont, après le coup d'Etat de 1976 ayant mené au pouvoir une droite dure proche de celle qu'incarne aujourd'hui Milei, perdu la bénéfice d'un statut social reconnu donnant droit à une protection sociale, donc à des cotisations à charge des propriétaires terriens.

Cette spoliation s'est produite en 1980 sous la junte militaire. Le but de la politique économique procédait à cette époque, comme de nos jours, de l'objectif de relancer la compétitivité de l'économie argentine et de son secteur fort, l'agrobusiness. Un processus de concentration et centralisation du capital a, dès lors, été mis en branle par la grande bourgeoisie industrielle et les capitaux étrangers dans le but d'insérer l'économie argentine dans le marché mondial de manière compétitive²¹. Cette option impliquait *ipso facto* la baisse

¹⁹ DeCaro, Mario. & MacArthur, Daniel, *Naturalism in Question*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2004.

²⁰ *Ámbito Financiero*, La verdad sobre el superávit fiscal que logró Javier Milei a pura motosierra y licuadora, édition mise en ligne du 24 avril 2024.

²¹ Egan, Julia Florencia, « Del Estatuto del Peón al Régimen de Trabajo Agrario: Avances y retrocesos en la regulación del trabajo rural » Actes de la 10ème édition des journées de sociologie, Faculté des Sciences

des coûts de reproduction de la force de travail en tant que projet de classe du *pronunciamiento* de 1976 et du processus de réorganisation des rapports sociaux de production qu'il allait inaugurer²². Pour se donner une idée de la capacité de régression sociale dont est capable le camp social qui a porté Milei au pouvoir, on rappellera que les travailleurs agricoles argentins ont dû attendre 2011 pour retrouver un statut d'emploi légalement défini²³. Pendant plus de 30 ans, la droite et les propriétaires terriens ont donc réussi à les maintenir dans une relation de travail de type féodal.

Le lien avec nos agriculteurs peut maintenant être clairement posé. Le gouvernement de Milei correspond à un projet de relance des exportations du complexe agro-industriel national et toutes les mesures adoptées en fonction de cette orientation visent à un renforcement de la compétitivité argentine, laquelle est déjà supérieure à celle de notre paysannerie. Pour s'en convaincre, il nous faut retourner à la précédente vague de négociations d'un accord avec les pays du Mercosur.

Et nos agriculteurs? Ils ne sont pas compétitifs...

Le 28 juin 2019, le Mercosur, soit la communauté économique regroupant l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay (le Venezuela est suspendu du Mercosur depuis 2016), et l'Union européenne signaient un accord de libre-échange. Ce dernier était en négociation depuis l'an 2000. Après une suspension en 2004, les pourparlers ont repris en 2013. Le jeudi 17 janvier 2020, le gouvernement wallon faisait alors connaître, lors de la présentation de ses vœux à la presse, son opposition à la libéralisation des échanges commerciaux avec le Mercosur. Depuis le début des tractations, des observateurs pointaient, en effet, les effets potentiellement négatifs du libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. Au sein de ce dernier, le secteur secondaire risquait de pâtir de la compétition avec les puissantes industries européennes (spécialement, la filière automobile). En ce qui concerne l'Union européenne, c'était l'agriculture locale (y compris en Wallonie) qui n'était et n'est toujours pas compétitive face à l'agrobusiness du Mercosur. L'ouverture aux produits agricoles du Mercosur concernait la viande bovine, le poulet, le sucre et l'éthanol. Pour la filière bovine wallonne, les choses se présentaient plutôt mal.

Il y a cinq ans, l'ouverture du marché européen devrait être organisée comme suit. Au terme de cet accord, les Sud-Américains étaient autorisés à exporter, au terme de six étapes annuelles légales, jusqu'à 99.000 tonnes par an de viande en étant taxés à hauteur de 7,5%. A cette époque, le Mercosur exportait 200.000 tonnes de bœuf vers l'Europe. Seul un peu plus d'un quart de ce volume (55.000 tonnes) était grevé de droits de douane à hauteur de 40-45%. Cette production bovine exportée vers l'Europe s'adressait principalement au segment à haute valeur ajoutée du marché et se caractérisait par d'importantes marges bénéficiaires. Voilà

sociales, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 2013. [Url:https://cdsa.aacademica.org/000-038/751.pdf](https://cdsa.aacademica.org/000-038/751.pdf)
Date de consultation: 22 avril 2024.

²² Spagnolo, Alberto y Cismondi, Oscar, « Argentina: el proyecto económico y su carácter de clase » in Pla, Alberto (dir.), *La década trágica. Ocho ensayos sobre la crisis argentina 1973-1983*, Editorial Tierra del Fuego, 1984, pp.45-65.

²³ Egan, Julia Florencia, *ibid.*

pourquoi, d'ailleurs, les producteurs sud-américains ont toujours continué à exporter vers nos contrées en dépit de droits de douane aussi importants. Cette lapalissade semblait pourtant avoir échappé à la Commission qui, dans une feuille de synthèse présentée à l'été 2019, énonçait que « plutôt (...) de favoriser une augmentation des importations, un des effets du nouveau contingent pour la viande fraîche [à haute valeur ajoutée] consistera à se substituer à certaines des importations ayant déjà lieu »²⁴. Ce type de prévisions, résolument optimistes, ne tenait pas compte du fait qu'au sein des pays du Mercosur, la viande était redevenue, après un relatif désinvestissement au cours des décennies précédentes, un créneau intéressant pour le secteur agro-exportateur. Ce dernier avait privilégié, durant les années 2000, le soja dont la production est passée de près de 41 millions à 142,25 millions de tonnes de 1995 à 2013. Au milieu des années 1990, la production de soja du Mercosur équivalait à 35,4% de la production mondiale contre 55% en 2013²⁵. Or, les cours du soja se sont littéralement écrasés à partir du milieu de l'année 2014. Le 26 mai 2014, le boisseau²⁶ de fèves de soja valait 14,93 dollars. La baisse s'est accentuée à cette époque. Le 6 juin 2016, le boisseau de soja valait 11,76 dollars. Après une grosse baisse en 2020, le cours du soja a retrouvé son cours du deuxième semestre 2016 tant et si bien qu'à la mi-avril 2024, son prix nominal tournait tour des 11,75 dollars. Attention, on parle bien de prix nominaux, c'est-à-dire en ne tenant pas compte de l'inflation. Or, un dollar aujourd'hui confère à celui qui le possède un pouvoir d'achat inférieur au niveau de 2016. Autrement dit, le soja rapporte moins de nos jours en termes réels à l'économie argentine qu'il y a de cela 8 ans.

La particularité de la culture du soja dans la zone Mercosur réside dans le fait qu'elle s'est implantée au détriment de l'élevage bovin, tout particulièrement en Argentine. Dans ce pays, on observe «entre 1994 et 2001, une diminution de 4.306.000 bovins, ce qui correspond à 3.706.000 (86,1%) dans la région de la pampa [ndlr : zone de référence pour la culture du soja] et 600.000 (13,9%) dans le reste des provinces»²⁷. La détérioration des cours du soja a conduit à un retour de l'élevage bovin au sein du Mercosur. On signale, en Argentine, une augmentation du stock de bovins à partir de 2015. Le stock bovin argentin était de 52,637 millions de têtes de bétail au 31 mars 2016 contre 48 millions en 2008. C'était évidemment une belle augmentation de plus de 10%. Par la suite, cette tendance s'est, depuis, confirmée. En 2018, le stock bovin argentin comptait 54,8 millions de têtes de bétail. Ensuite, on peut signaler une tendance à la stabilisation aux alentours de 54,24 millions de têtes de bétail bovin en décembre 2022 (54.242.595 unités pour être plus précis)²⁸.

²⁴ European Commission, EU-MERCOSUR TRADE AGREEMENT. CREATING OPPORTUNITIES WHILE RESPECTING THE INTERESTS OF EUROPEAN FARMERS, The agri factsheet, Juillet 2019, p.3.

²⁵ McFarlane, I. and O'Connor, E. (2014), World soybean trade: growth and sustainability in Modern Economy, 5 (5), mai 2014, p.582.

²⁶ Le boisseau US désigne une unité équivalant à 27,21 kg utilisée en agriculture pour fixer la cotation en bourse des céréales et des légumineuses aux États-Unis.

²⁷ Azcué Ameghino, Eduardo. Trincheras en la historia. Historiografía, marxismo y debates, Buenos Aires, Imago Mundi, 2004, p.11.

²⁸ Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca de la Nación, bulletin d'information, 11 mars 2023. Url: <https://www.argentina.gob.ar/noticias/el-rodeo-bovino-se-incremento-16-y-alcanzo-54242595-cabezas-en-2022>. Date de consultation: 22 avril 2024.

Ces chiffres indiquent que le cheptel bovin argentin est, depuis presque une décennie, en pleine croissance de façon à pouvoir faire face à la fois aux exigences de son marché intérieur et à la demande extérieure. Balayer d'un revers de la main l'hypothèse d'une augmentation des importations en Europe suite à l'accord UE-Mercosur, comme le faisait et le fait encore la Commission, s'avère, vu ces chiffres, particulièrement téméraire. La progression des importations de viande bovine en Europe, suite aux accords de libre-échange avec le Mercosur, devait se situer, comme nous l'avons vu, à hauteur de 99.000 tonnes par an. Ce quota semble évidemment des plus limités par rapport à la production annuelle de viande bovine en Europe (8 millions de tonnes). On aurait toutefois tort de se limiter à ces seuls aspects quantitatifs. Faisons le point.

A l'été 2019, la Commission européenne avait négocié des accords d'ouverture avec diverses entités dont le Mercosur, le Canada via le CETA et les Etats-Unis de Trump qui s'étaient vu attribuer un quota supplémentaire de viande sans hormones. La chose portait, au total, sur un volume d'importations supplémentaires de 200.000 tonnes. Ces dernières provenaient des muscles les plus demandés par les consommateurs européens, en particulier l'aloyau. «Cet ensemble de muscles totalise environ 15% du poids de la carcasse mais représente en moyenne 30% de sa valeur»²⁹. La production européenne de ces morceaux dits nobles était, à cette époque, d'un million de tonnes. Autrement dit, les accords d'ouverture conclus *urbi et orbi* depuis l'été 2019 portent sur 20% des quartiers de viandes les plus rentables de l'élevage européen. Concernant le Mercosur, les importations de pièces nobles représentaient 75% du nouveau quota alloué, c'est-à-dire 75.000 tonnes, donc 7,5% de la production européenne pour ce segment assurant de hautes marges aux producteurs³⁰. La perte potentielle de ce créneau rémunérateur représentait pour de nombreux éleveurs un manque à gagner d'autant plus dommageable que les agriculteurs de nos contrées sont particulièrement endettés. Avec à la clé, un lot de faillites à redouter à moyen terme. Pour mémoire, le nombre d'exploitations agricoles en Wallonie est passé de 37.843 à 12.852 de 1980 à nos jours.

A ce sujet, les discussions sur les réseaux sociaux (les bistrots de notre époque) laissent apparaître une vague d'inquiétude concernant l'éventuelle dégradation de la viande commercialisée chez nous suite à l'accord UE-Mercosur. La *vox populi* craindrait l'importation massive de bœuf aux hormones sur le Vieux Continent. Comme nous l'avons vu précédemment, les pièces de viande bovine qui seraient susceptibles d'arriver chez nous ne correspondent pas spécialement à du bœuf à faible valeur ajoutée. A priori, ce constat devrait suffire à faire un sort à ces phantasmes. Il semble, en effet, que les accords avec le Mercosur visaient initialement à garantir un surplus d'approvisionnement en viande de haute qualité à coûts réduits du continent européen.

Jusqu'à ce jour, l'importation de viande à haute valeur ajoutée issue de l'élevage extensif herbager fait partie d'un quota dit Hilton (du nom de la chaîne d'hôtels de luxe où les accords ont été négociés à Tokyo dans le cadre du GATT, l'ancêtre de l'OMC) dont l'existence

²⁹ Baptiste Buczinski, agroéconomiste à l'Institut de l'élevage (Paris) cité par le magazine Réussir, édition mise en ligne le 23 septembre 2019

³⁰ Réussir, op.cit.

remonte à 1979. Ce dernier porte sur 60.840 tonnes, dont 49.000 affectées au bénéfice du seul Mercosur. «C'est l'Argentine qui remplit ce quota aux 2/3, l'Uruguay exportant quelque 8.000 tonnes par an dans cette catégorie, le Paraguay 1.300 tonnes, et le Brésil ne parvenant pas à remplir son quota de 13.000 tonnes³¹». L'accord de libre-échange qui devait intervenir, il y a quatre ans, avec le Mercosur envisageait notamment de supprimer tous les droits de douane (se montant actuellement à 20%) sur ce contingent. Ces objectifs ont été globalement maintenus dans la nouvelle mouture des accords. C'est potentiellement un risque de fortes diminutions de rentrées pour nos éleveurs.

On pourrait bien sûr rétorquer que ce risque ne s'est pas (encore) matérialisé dans la mesure où la perspective d'un traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur n'a rien d'évident par les temps qui courent. Il est vrai qu'un tel projet d'accord constitue un serpent de mer des relations internationales de l'Union européenne puisqu'il est en voie de négociation depuis une bonne vingtaine d'années et que l'on n'a encore rien vu venir jusqu'ici. D'un point de vue très factuel, on mentionnera que jusqu'à présent, le traité d'association avec le Mercosur est défini comme un traité mixte et, à ce titre, requiert l'autorisation des parlements nationaux dans le cadre du processus de ratification. A ce niveau, on observe clairement que les Européens ne parlent pas nécessairement tous d'une même voix. Certes, l'Allemagne est résolument favorable à cet accord qui permettrait à ses industries chimiques et automobiles de sensiblement améliorer leurs parts de marché auprès de nos partenaires sud-américains. En revanche, l'Autriche, la Wallonie et la France s'opposent résolument à cet accord, et ce dans le but précisément de protéger leurs systèmes agricoles.

Cela dit, la pression de l'Allemagne en faveur d'une mise en œuvre du traité continue à se faire sentir. Il est vrai que la crise économique, qui a éclaté, outre-Rhin, après les complications dans les fournitures de gaz ayant accompagné l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a étouffé le tissu industriel national tout au long de l'année 2023. Au sujet des ennuis des industries allemandes, on fera observer qu'en dépit d'une timide reprise au printemps de cette année, le retour à la normale est encore loin d'être atteint. En effet, cinq des plus grands instituts de recherche économique allemands ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance 2024 pour la plus grande économie d'Europe, alors que les exportations chutent et que la demande intérieure ne parvient pas à se redresser. Cette même source prévoit que la croissance du produit intérieur brut allemand cette année serait de 0,1%, en baisse par rapport à ses prévisions initiales de 1,3%, il y a six mois. Elle a également prévenu que la demande intérieure s'était redressée moins que prévu, tandis qu'une perte de compétitivité pour les biens à forte intensité énergétique en raison des prix élevés du gaz et de l'électricité affectait les exportations³².

On comprend mieux dans ces conditions l'insistance des milieux économiques teutons en faveur d'une ouverture plus grande des économies du Vieux Continent vis-à-vis du Mercosur. La pression de Berlin reste forte pour une mise en œuvre d'un agenda libre-échangiste. C'est

³¹ La Tribune, édition mise en ligne le 3 juillet 2019.

³² Financial Times, édition du 27 mars 2024.

ainsi que lors d'une visite de Gabriel Attal, le Premier ministre français, en Allemagne, le chancelier allemand Olaf Scholz a réaffirmé son soutien à l'accord commercial entre l'UE et les pays du Mercosur, auquel s'oppose la France, mettant en avant de meilleures perspectives de croissance pour l'Europe³³. Bref, on évitera de considérer que la question du rapprochement avec le Mercosur relève purement et simplement de l'histoire ancienne car il semble bien que le dossier revienne, pour l'heure, sur la table en raison des faiblesses structurelles de l'industrie allemande.

De surcroît, il n'est pas toujours nécessaire de passer par de grands traités pour libéraliser des pans entiers de l'agriculture européenne, contrairement à ce que l'on pourrait penser de prime abord. Prenons les quotas Hilton. Ceux-ci constituent une matière soumise à la compétence exclusive de la Commission européenne puisqu'ils correspondent à ce que l'on appelle en droit européen, des règlements. Pour rappel, un règlement constitue un acte législatif s'appliquant, dès son entrée en vigueur, de manière uniforme et instantanée dans tous les Etats membres de l'Union Européenne, sans qu'il soit nécessaire de les transposer, par le biais d'un débat parlementaire, dans le droit national. Ils sont obligatoires pour tous leurs éléments dans tous les pays de l'UE. Autrement dit, en cette matière, c'est la Commission qui a la haute main sur le processus décisionnel puisque l'UE détient la compétence exclusive pour légiférer sur les questions au nom des 27 États membres, en ce compris l'ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires pour les catégories de viandes bovines de haute qualité qu'elles soient fraîches, réfrigérées ou congelées.

En cette matière, les négociations sont menées par la Commission. En amont, cette dernière a été autorisée par le Conseil des ministres représentant les Etats membres qui définit des directives de négociation. L'accord intervenant dans ce cadre sera signé par la Commission après ratification par le Conseil. Dans la plupart des cas, les décisions du Conseil sont adoptées « à la majorité qualifiée et une grande opacité entoure ce type de négociations³⁴.

Depuis l'invasion de l'Ukraine et l'entrée en crise de l'économie allemande, on observe que les tendances libre-échangistes de l'Union européenne se sont nettement renforcées. C'est ainsi que l'Union et la Nouvelle-Zélande ont, en juin 2022, conclu un accord de libre-échange issu de négociations entamées il y a quatre ans. Les exportations européennes de porc, fromages et de vin ne seront plus soumises à des droits de douane en Nouvelle-Zélande. En échange, l'Union autorisera l'importation sur son territoire de quelques 10.000 tonnes de viande bovine avec un droit de douane de 7,5%. De surcroît, les droits de douane pour le contingent Hilton de la Nouvelle-Zélande connaîtront une baisse sensible de 20 à 7,5%. Pour la viande ovine, un nouveau quota de 38.000 tonnes à taux zéro s'ajoutera au contingent de 114.000 tonnes jusque-là en vigueur. En outre, l'Union européenne ouvrira également plusieurs nouveaux contingents pour les produits laitiers. Il y a deux ans, ces orientations

³³ La Tribune, édition mise en ligne du 6 février 2024.

³⁴Brehon, Nicolas-Jean, L'agriculture, variable d'ajustement des accords commerciaux?, Fondation Robert Schuman, date de mise en ligne: 11 mars 2024

étaient décrites par la presse spécialisée comme spécialement problématique pour la filière bovine en Europe dans la mesure où elles portaient sur des quartiers à haute valeur ajoutée³⁵.

Ces craintes sont, en tout état de cause, fondées sur des faits. C'est ainsi que d'après la Fondation Robert Schuman, donc pas spécialement une officine marxiste portée sur la contestation de l'idéologie dominante et la promotion du protectionnisme, « les importations de viande ont progressé de 3% (Etats-Unis), 7% (Argentine) et 15% (Brésil) » au cours de l'année 2023³⁶. Cette augmentation des contingents de viande importée à partir de l'Amérique du Sud démontre très clairement qu'il existe, au sein des institutions européennes, une volonté politique visant à ménager les orientations libre-échangistes de l'Allemagne et les ambitions plus protectionnistes de la France. Cette recherche d'équilibre a, jusqu'à présent, débouché sur une position de compromis. D'un côté, le grand accord avec le Mercosur est bloqué. De l'autre, des réglementations à caractère davantage technique que politique permettent, malgré tout, d'augmenter les contingents de viande importée.

Dans le passé, on a déjà pu observer des tendances similaires en ce qui concerne le biodiesel en provenance d'Amérique du Sud. En 2017, les barrières tarifaires frappant de taxes les importations argentines de biodiesel étaient purement et simplement annulées en Europe suite à une décision rendue par l'OMC cette même année. Pour la filière colza française, cette ouverture représentait une vraie catastrophe économique car le biodiesel de soja argentin se caractérisait par un prix de marché inférieur à celui de l'huile de colza produite en France ou en Wallonie. Les producteurs de nos régions en étaient réduits à vendre à perte. Ils étaient donc en voie d'éviction du marché.

Des dizaines de milliers d'emploi en Europe étaient en danger. A l'époque, des soupçons de subsides à l'exportation et de concurrence déloyale pesaient sur la partie argentine. Le moins que l'on puisse dire est que les autorités européennes ne sont guère empressées de les dénoncer. Petit rappel des faits. C'est en 2013 que l'Argentine avait commencé à contester les mesures antidumping de l'Union européenne et quatre ans plus tard, sous la pression de l'OMC, le tribunal de l'Union européenne avait annulé ces dispositions. On notera avec intérêt que la Commission a délibérément choisi, à cette époque, de ne pas former un appel auprès de la Cour de Justice de l'Union européenne³⁷. La libéralisation des échanges commerciaux avec l'Argentine dans cette filière a permis aux exportations de biodiesel argentin vers l'Europe de connaître une progression spectaculaire de l'ordre de 1,5 millions de tonnes en à peine un an³⁸. A l'époque, les producteurs européens sont montés au créneau et ont sommé la Commission de réagir. Cette dernière a convenu d'un nouveau compromis avec l'Argentine pour la plus grande satisfaction...des producteurs argentins. Voici ce qu'en disait les Echos, le pourtant très libéral quotidien économique français: « Ils [les droits de douane] auraient pu être relevés à 25%. Au soulagement des producteurs de biocarburants argentins,

³⁵ Réussir, L'accord avec la Nouvelle-Zélande s'ajoute à la liste, article mis en ligne le 13 juillet 2022.

³⁶ Brehon, Nicolas-Jean, op.cit.

³⁷ Ouest France, Le biodiesel argentin débarque. Le colza français s'inquiète, édition mise en ligne le 11 novembre 2017.

³⁸ La France Agricole, Biodiesel argentin: taxer à nouveau les importations, édition mise en ligne du 3 octobre 2018.

les droits de douane sur leurs exportations vers l'Union européenne seront limités à 6,5%. Voilà les termes d'un accord conclu la semaine dernière et devant encore être précisés par Bruxelles et qui met, quoi qu'il en soit, fin à des années de querelle commerciale avec Buenos Aires »³⁹. Les producteurs européens ont, certes, exprimé un certain soulagement à l'annonce des résultats de ce nouveau tour de négociations. Mais avaient-ils vraiment le choix? Après tout, la société civile européenne est, de toute manière, fort peu impliquée dans les négociations commerciales menées par la Commission.

En tout état de cause, on se bornera à constater que les dispositions libre-échangistes de la Commission européenne peuvent s'imposer en parallèle de la négociation des grands traités internationaux, du biodiesel aux quotas Hilton. Sur cette base, on peut chiffrer le niveau de détérioration de la compétitivité de nos éleveurs face aux producteurs argentins.

Pour l'heure, les importations de viande argentine sont taxées à hauteur de 20% aux frontières de l'Union Européenne. En postulant que ce niveau de taxation permet de compenser intégralement le déficit de compétitivité de la paysannerie européenne, on doit intégrer dans notre calcul le fait que les exportations argentines à destination de l'Europe sont libellées en dollars. Or, comme nous l'avons vu, le peso argentin s'est déprécié d'un plu plus de 53% face au billet vert. L'amélioration de la position compétitive argentine doit également intégrer le fait que « depuis l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, les salaires ont perdu 24% de leur pouvoir d'achat »⁴⁰. Ces deux éléments améliorent mécaniquement la position de l'élevage argentin sur les marchés internationaux. De surcroît, pour des raisons d'équilibre fiscal, le gouvernement argentin de Milei impose les exportations de viande à hauteur de 15%. Il faut tenir compte de cette donne fiscale qui, cette fois, restreint la compétitivité de l'agrobusiness argentin. Au total, on peut établir que les mesures adoptées par l'administration Milei ont entraîné une amélioration de la compétitivité des producteurs argentins de viande de l'ordre de 63%⁴¹.

Bref, la politique économique de Milei potentialise l'avantage compétitif de l'agrobusiness argentin. Pour les éleveurs wallons, c'est un danger évident et qui s'ajoute à un nombre de défis déjà bien important, pour ne pas dire écrasant, à commencer par la faiblesse du niveau de leurs revenus. Selon les calculs du SPW, en excluant les primes dont bénéficient les exploitations, l'activité agricole en Wallonie n'est plus rentable depuis 2010. Pour arriver à cette conclusion, il faut regarder l'évolution du prix de vente chez nous des produits agricoles par 1.000 euros de charge. Si la valeur des produits dépasse la barre des 1.000 euros, l'activité est rentable. Cela ne s'est plus jamais produit depuis 2014 (à l'exception, toutefois, de l'année 2022). On notera également que tous les exploitants agricoles ne sont pas logés à la même

³⁹ Les Echos, Biodiesel: l'Union européenne trouve un compromis avec les producteurs argentins, édition mise en ligne le 4 février 2019.

⁴⁰ *Ámbito Financiero*, Desde que asumió Javier Milei los salarios perdieron un 24% de poder de compra, édition mise en ligne le 12 avril 2024.

⁴¹ Pour en arriver à ce résultat, on a pratiqué l'équation suivante $(1,53 \times 1,24) \times (1/1,15) = 0,6364$.

enseigne. A ce sujet, il apparaît que les producteurs de viande et de volaille figurent parmi les plus mal lotis en Wallonie⁴².

Dans ces conditions, si d'aventure, la tendance à l'augmentation des importations de viande argentine se maintenait à l'avenir, il en résulterait une dégradation davantage marquée qu'aujourd'hui des revenus de la filière bovine wallonne. Et cela, un enfant le comprendrait. En effet, davantage de lots de viande argentine bénéficiant d'un avantage compétitif de 63% entrant sur le territoire européen, cela représente forcément sur notre marché national une diminution d'un niveau équivalent du volume des ventes pour nos agriculteurs. Il n'y a pas de secret. On ne se montrera pas excessivement optimiste pour l'avenir car cette détérioration des revenus entre parfaitement en phase avec la montée des pressions austéritaires à l'œuvre, pour l'heure, sur le Vieux Continent, à propos desquelles on peut penser qu'elle constitue déjà une préoccupation majeure pour le public de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Du point de vue de la logique des politiques économiques, on observe une convergence, pour le moins troublante, entre les orientations austéritaires dans la gestion des finances publiques des deux côtés de l'Atlantique. Pour mémoire, à l'appel des syndicats européens (dont la CSC et la FGTB), des milliers de militants en provenance de l'Europe entière se sont rassemblés à Bruxelles en décembre de l'année dernière afin de dénoncer la vague d'austérité portée par l'Union Européenne. La règle, par ailleurs fort contestable comme nous le verrons dans la suite du document, du Pacte de stabilité exigeant des Etats membres un déficit budgétaire se situant sous la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB) va obliger la Belgique à un important assainissement annuel de ses finances publiques équivalent à 1% de son PIB chaque année pendant cinq ans. Au total, au cours de la prochaine législature, le volume d'économies à réaliser se situera aux alentours de 28 milliards d'euros. Les craintes pour l'Etat social sont fondées puisque la moitié environ du budget fédéral pour bénéficiaire la sécurité sociale. C'est ainsi qu'en 2023, 85 milliards ont été consacrés aux pensions et à l'assurance maladie-invalidité.

Pour prendre la pleine mesure de ce qui se passe à l'échelle de toute l'Europe, les nouvelles règles budgétaires adoptées par le Parlement européen impliquent que l'ensemble des États membres de l'Union réduiront leurs budgets de plus 100 milliards d'euros par an de 2025 à 2030. Ces coupes claires vont empêcher la toute grande majorité des États membres de l'UE d'atteindre leurs objectifs d'investissement dans les infrastructures scolaires, les hôpitaux et le logement selon une étude de la Confédération Européenne des Syndicats (CES)⁴³. Cette même étude démontre qu'en suivant les mêmes règles, seuls trois États membres seront en mesure de réaliser les investissements nécessaires à la transition écologique et la lutte contre le réchauffement climatique. L'ampleur de ces restrictions budgétaires est de nature à mettre en péril l'objectif d'une transition socialement équilibrée. Au total, ces nouvelles règles budgétaires se traduiront par des investissements publics en baisse, ce qui handicapera, du

⁴² Séverine Waterbley, Évolution des prix et des marges dans la chaîne alimentaire: une analyse du mécanisme de transmission des prix pour la Belgique et les pays voisins, Institut des comptes nationaux, 22 décembre 2022.

⁴³ Mang, Sebastian, Caddick, Dominic, Navigating Constraints for Progress: Examining the Impact of EU Fiscal Rules on Social and Green Investments, New Economics Foundation, ETUC, avril 2024, pp.16-19.

même coup, la politique industrielle européenne indispensable à la création d'emplois de qualité et la relance des gains de productivité sur le Vieux Continent. En fin de compte, cette nouvelle pression est parfaitement susceptible de conduire inutilement l'Europe entière dans un scénario de croissance molle tout en l'empêchant d'atteindre les objectifs sociaux et climatiques réclamés précisément par la transition énergétique.

A titre d'alternative, l'Union européenne a par-dessus tout besoin de règles économiques cohérentes et compatibles avec des politiques sociales et climatiques ambitieuses en lieu et place de ce retour à l'austérité. Afin de financer cette nécessaire transition écologique et sociale, l'Europe devrait, au contraire, mettre en œuvre un mécanisme d'investissement permanent au niveau communautaire lui permettant à la fois d'atteindre ses objectifs sociaux et écologiques tout en finançant une véritable politique industrielle européenne. Dans son rapport de prospective stratégique de 2023⁴⁴, la Commission européenne soulignait que des investissements supplémentaires d'environ 720 milliards d'euros par an étaient nécessaires pour atteindre les objectifs du Green Deal. Comme nous l'avons vu, les nouvelles règles adoptées dans le cadre du Pacte de Stabilité rendent ces investissements impossibles dans la plupart des États membres, et ce alors que la Chine et les États-Unis développent ces secteurs essentiels pour l'avenir.

A terme, ces mesures s'avèreront contre-productives et mineront inévitablement la capacité de l'Europe à maintenir sa compétitivité à l'échelle mondiale. En effet, pour faire face aux puissances émergentes de demain, le Vieux Continent doit, de toute urgence, mobiliser les ressources nécessaires et mettre une politique fiscale redistributive (en ce compris, un impôt continental sur la fortune) de façon à éviter les effets négatifs des restrictions budgétaires programmées par les pactes d'austérité. En lieu et place de ces politiques restrictives, il conviendrait de mettre en œuvre un fond d'investissement communautaire européen qui permettra aux États membres de réaliser les investissements publics nécessaires.

Ici comme en Argentine, l'austérité, en dépit de ses aspects clairement régressifs du point de vue du développement des forces productives soulignés, à juste titre, par la gauche de gestion, s'impose, malgré tout, dans le débat public. A ce propos, on ne répétera jamais assez à quel point d'une part, l'austérité constitue un suicide collectif à l'échelle de tout un continent, en Amérique latine comme chez nous et d'autre part, que les intérêts des travailleurs, du nord comme du sud, sont avant tout communs. Un peu de théorie peut nous aider à y voir plus clair.

Dans une perspective marxienne, l'austérité en tant que contenu de politique publique doit être analysée prioritairement en lien avec le concept de taux d'exploitation. Ce dernier fait référence à l'intensité de l'extraction de valeur opérée par le capital à partir du travail salarié. Elle revêt la forme d'une fraction présentant en son numérateur la production totale des richesses diminuée des salaires et ces derniers au dénominateur. Prenons l'exemple d'un travailleur développant une production de tubes de dentifrices ayant une valeur équivalant à

⁴⁴ European Commission, Strategic Foresight Report 2023, Juillet 2023, pp.15-16.

7H30 par jour. Imaginons que son salaire journalier représente 3 heures de travail. A partir de ces éléments, on peut calculer le surtravail en effectuant le calcul qui suit:

$(7,5-3)/3$...donc... $4,5/3$...donc...au total, 1,5. Soit un taux d'exploitation de 150% ($1,5 \times 100$).

En engageant les finances publiques d'un pays sur la voie d'une sévère diminution du montant net des dépenses de redistribution, la charge fiscale nette frappant l'accumulation de capital est diminuée via un soutien fiscal résolument orienté en faveur du capital. La part du revenu national terminant entre les mains des propriétaires des moyens de production s'accroît mécaniquement au détriment de la fraction dévolue au travail. Il n'y a, en effet, rien d'intéressant du point de vue du capital à ce que les chiffres d'affaires des entreprises du secteur privé croissent à un rythme supérieur au taux de profit. Dans la perspective de la classe dominante, la maximisation de l'accumulation suppose, au contraire, de centrer l'évaluation de la performance économique sur l'évolution du seul taux de profit. Le développement quantitatif de la production importe donc moins dans cette perspective que le gain rapporté pour chaque euro investi. C'est comme cela et pas autrement que l'on peut faire faire un maximum de petits à son capital de départ.

Si l'on part de ce postulat, les politiques d'austérité menées tant en Europe qu'en Argentine diffèrent par leur ampleur et leurs implications sociales, nettement plus dramatiques évidemment à Buenos Aires que chez nous, mais pas par leur nature. Les travailleurs sont, en effet, assujettis au même rapport social de production à Buenos Aires, à Stockholm ou à Namur. Dès lors, leur subordination sociale et politique à l'égard du capital y est structurellement identique. Par conséquent, il est possible d'anticiper que sur le plan des politiques économiques, les deux vagues d'austérité en Europe et à Buenos Aires se répondent comme en écho par-delà l'immensité de l'Atlantique. Le trait d'union de ces orientations macro-économiques pour le moins ancrées à droite réside précisément dans le traité de libre-échange UE-Mercosur.

Nous venons de voir que ce dernier implique un relèvement sensible du taux de profit en Argentine puisqu'il augmente la part des revenus de l'agrobusiness, le principal secteur d'accumulation pour le capital dans ce pays. En revanche, on comprend moins sous nos latitudes que le traité UE-Mercosur s'avère parfaitement fonctionnel à la politique d'austérité imposée aux peuples d'Europe aujourd'hui. Pour identifier cette correspondance, il faut envisager le concept d'exploitation d'un point de vue davantage macroéconomique. En reprenant notre exemple précédent, imaginons que tous les travailleurs d'un pays, et pas seulement ceux de la branche des tubes de dentifrice, connaissent un taux d'exploitation de 150%. Si les rapports de force sociaux et politiques leur sont, à un moment, défavorables et qu'ils se retrouvent mis sous pression à hauteur d'un taux d'exploitation de 175%, il en résulte une détérioration de leurs conditions de vie qu'il est possible d'évaluer. Elle correspond à l'équation qui suit:

$(175-150)/150$...donc... $25/150$...donc...0,17. Autrement dit, la part de leurs salaires dans la richesse produite a diminué de 17%.
--

Cette intensification de l'exploitation doit cependant rester compatible avec l'exigence fonctionnelle de reproduction de la force de travail. Cette dernière est évidemment facilitée si le coût des éléments qui la rendent matériellement possible diminue.

Il va de soi que l'alimentation figure au premier plan parmi les marchandises dont une diminution des prix complète adéquatement un projet d'intensification de l'exploitation de la main d'œuvre. C'est naturellement ici qu'intervient la libéralisation des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Europe, où les prix de revient de la production d'aliments sont plus élevés. On peut même, à cet égard, affirmer que la politique d'austérité se mettant en place au niveau européen implique mécaniquement que des quantités de plus en plus importantes d'aliments provenant de pays à faible prix de revient soient importées sur le Vieux Continent.

Que ce soit chez nous ou en Argentine, on note que l'aiguillon de cette logique implacable correspond au spectre de la dette et à la pression que cette dernière met sur les agendas politiques. Nous avons déjà pu vérifier que l'objectif d'assainissement des finances publiques par réduction des dépenses ne constitue pas la seule politique économique qu'il serait possible de mener à l'échelle de toute l'Europe. La chose tombe d'autant plus sous le sens que les critères qui permettent de décider qu'un Etat membre de l'Union Européenne vivrait « au-dessus de ses moyens » (pour parler comme dans *La Dernière Heures*) ne correspondent en rien à des mesures clairement définies sur une base scientifique. Ainsi en va-t-il du traité de Maastricht qui limite le déficit maximal admissible à 3% du produit intérieur brut (PIB) et la dette publique à 60% du PIB. Le niveau des 3% a, en effet, été créé de toutes pièces en 1981 par trois hauts fonctionnaires français répondant ainsi aux ordres de François Mitterrand qui cherchait un chiffre simple à opposer aux membres de son cabinet qui réclamaient des augmentations de crédits. L'idée d'un endettement public de maximum 60% du PIB s'avère, à y regarder de plus près, parfaitement arbitraire lui aussi. Il ne permet en rien d'augurer du caractère soutenable de l'endettement public, lequel est fonction de critères plus subtils, comme sa maturité, le niveau de la croissance du PIB, les taux d'intérêt réels, la nationalité de ses détenteurs ou encore la crédibilité des autorités publiques. « Après tout, à plus de 240% du PIB, la dette souveraine du Japon n'inquiète ainsi personne. Mais en 2002, l'Argentine a fait défaut sur la sienne alors qu'elle dépassait à peine les 150% de son PIB »⁴⁵.

A ce stade du débat notionnel, nous pouvons déjà détecter que la dette de l'Argentine risque d'exercer à l'avenir une profonde influence sur les conditions de vie de notre paysannerie en Wallonie. Ce n'est pas du tout évident à première vue mais il faut toujours se méfier des apparences. C'est, en effet, la nécessité de rembourser la dette extérieure, perspective présentée comme inéluctable par le pouvoir en place à Buenos Aires, qui offre une légitimation d'ordre idéologique à la relance du taux d'exploitation en Argentine, laquelle consiste, par ailleurs, en une amélioration de la compétitivité de l'agrobusiness argentin, laquelle est déjà très supérieure à celle des éleveurs wallons.

⁴⁵ Le Monde, Les 3% de déficit. Une règle arbitraire née sur un coin de table, édition mise en ligne du 6 février 2017.

A ce sujet, on retrouve également un caractère d'arbitraire en ce qui concerne l'endettement de l'Argentine. Cet élément d'arbitraire renvoie à un conditionnement idéologique, produit d'un rapport de forces politiques. En l'occurrence, nous allons démontrer que la dette publique argentine est aujourd'hui profondément illégitime. Afin de valider cette hypothèse, nous allons devoir passer en revue un certain nombre de paramètres relatifs à l'endettement public de l'Argentine qui permettront de mieux en appréhender le profil général.

On commencera par s'intéresser à son histoire. En l'espèce, cela tombe sous le sens car l'Argentine est, en effet, un pays qui présente une trajectoire tout-à-fait particulière en matière de défauts de paiement. En effet, l'histoire économique du pays n'est qu'une succession de vagues d'endettements suivies de défauts de paiement plus ou moins fracassants. Il s'est déjà produit huit événements de ce type depuis la déclaration d'indépendance de l'Argentine le 9 juillet 1816⁴⁶ jusqu'à la dernière restructuration de dette extérieure intervenue en 2020⁴⁷. Nous limiterons notre analyse à la période d'endettement qui s'est produite après le virage économique du pays au néolibéralisme lors du coup d'Etat de 1976.

A partir de cette époque, l'explosion de la dette en Argentine fut des plus spectaculaires. Alors qu'en 1982, date de la crise de la dette dans toute l'Amérique latine, cette dernière représentait plus ou moins 50% du produit intérieur brut (PIB). Vingt ans plus tard, elle dépassait les 70% de ce même PIB. Une des caractéristiques majeures aura été la parité dollar-peso. Pour maîtriser l'inflation, le pouvoir argentin avait, en effet, défini, dès la fin des années 1980, un taux de change selon lequel un peso valait un dollar. D'après Pierre Salama, «l'Argentine s'est distinguée des autres pays en perdant quasi complètement la possibilité d'avoir une politique monétaire autonome avec l'institutionnalisation du plan de convertibilité (connu à l'étranger sous le nom de « currency board ») et donc l'abandon d'une politique de change réel»⁴⁸. Cette parité fixe (on parle de *peg* dans le jargon des économistes) constituait un avantage de taille pour les investisseurs étrangers puisqu'elle les protégeait d'une dépréciation des capitaux réexportés. Une saignée à blanc des finances publiques argentines en a résulté. Ainsi, selon les travaux de Daniel Azpiazu, de 1992 à 2000, pour chaque dollar engrangé par les 500 plus grandes entreprises privatisées, 80 cents étaient expatriés. De 1992 à 2000, près de 9 milliards de dollars ont quitté le territoire argentin. S'y ajoutent les intérêts nets de la dette extérieure, à savoir 6,166 à 7,608 milliards de dollars⁴⁹.

De plus, « la fixité du taux de change réel implique nécessairement une très grande flexibilité de la main d'œuvre (salaire, conditions de travail), puisque ce qu'on ne peut pas obtenir en terme de compétitivité par la dévaluation doit l'être sur le coût du travail »⁵⁰. Par ailleurs, les remboursements de la dette ont bien évidemment amenuisé les dépenses publiques. Ces

⁴⁶ Carmen M. Reinhart, Kenneth S. Rogoff, *This Time is Different. A Panoramic View of Eight Centuries of Financial Crises*, National Bureau of Economic Research (NBER), Working Paper n° 13882, Cambridge, mars 2008, pp.24-27.

⁴⁷ Nelson, Rebecca, *Argentina's Economic Crisis and Default*, Congressional Research Service, 15 juin 2020.

⁴⁸ Salama, Pierre, « Argentine, la chronique d'une crise annoncée », rapport à destination du Haut Conseil de la Coopération Internationale, 2002.

⁴⁹ Azpiazu, Daniel & Basualdo, Eduardo, « Las privatizaciones en la Argentina. Genesis, desarrollo y principales impactos estructurales », FLACSO, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Buenos Aires. 2004.

⁵⁰ Salama, Pierre, *ibid.*

facteurs cumulés ont exercé une pression à la baisse sur la croissance du PIB argentin au cours des années 1990. On peut, à ce sujet, parler de cercle vicieux. La liaison peso-dollar a favorisé l'ouverture de l'économie argentine permettant l'évasion de capitaux et la captation de valeur ajoutée par l'étranger. Plus les profits étaient rapatriés d'Argentine (ce qui conduisait, d'un point de vue comptable, à une dégradation de la balance des paiements), plus l'Etat s'endettait, faute de rentrées fiscales. Et plus l'Etat s'endettait, plus les dépenses publiques étaient comprimées, ce qui faisait pression à la baisse sur la croissance du PIB et donc, les rentrées fiscales avec détérioration de l'endettement public en bout de course. Ce schéma, éminemment explosif, était financé par les rentrées en devises provenant des privatisations jusqu'au moment fatidique où il n'y eut plus rien à privatiser⁵¹. L'explosion s'est finalement produite en décembre 2001. A cette époque, pour maintenir la liquidité bancaire, au moment même où les capitaux quittaient massivement le pays, le gouvernement impose aux Argentins le *corralito*. Ce dernier définissait un plafond aux retraits d'argent à 250 pesos par semaine. Afin de lutter contre la fuite des capitaux, le gouvernement de l'époque interdisait les envois de fonds à l'étranger. Cette mesure a créé un mouvement de panique chez les épargnants. Le gouvernement du président de la Rúa n'allait pas y résister et tombait trois semaines plus tard. L'Argentine entra dans le chaos. La répression des mouvements sociaux fit, à l'époque, 31 morts.

De la Rúa a alors remis sa démission et s'est enfui du palais présidentiel en hélicoptère. En dix jours, quatre présidents intérimaires se sont succédé à la tête de l'Etat (Camaño, Rodriguez Saa, Puerta, Duhalde). Bref, les temps étaient mûrs pour un changement de modèle économique. Le gouvernement argentin déclarait un moratoire sur le paiement de sa dette extérieure et enchaînait les dévaluations du peso par rapport au dollar au cours de l'année 2002. En mai 2003, Nestor Kirchner était élu président. Il entra clairement dans les intentions du président fraîchement élu de mener, tambour battant, une négociation des plus musclées avec les créanciers du pays. Les pourparlers allaient durer deux ans.

C'est ainsi qu'en 2005, l'inflexibilité de Kirchner commençait par payer. L'Argentine, en cessation de paiement depuis 2001, arrachait un accord historique. Le stock de la dette était restructuré à hauteur de 75%. En échange, les créanciers de l'Argentine ont reçu des obligations à maturité plus longue et d'une valeur nominale allant de 25 à 35% de celle des titres originaux. En matière d'annulation de dette, l'Argentine kirchneriste constituait un cas d'école et un modèle pour bien d'autres Etats d'Amérique latine. En 2006, le gouvernement de Buenos Aires remboursait anticipativement la totalité de sa dette auprès du FMI (9,8 milliards de dollars). De cette façon, le pays se libérait d'une bien pesante tutelle. En 2009, le gouvernement argentin négociait avec les créanciers restés en dehors des accords de 2005 (dans le jargon, ces créanciers sont qualifiés de *hold-outs*). Là encore, l'inflexibilité payait. Le taux d'adhésion des créanciers de la République argentine aux conditions de restructuration de 2009 était alors de 76%. Au total, plus de 90% des créanciers de l'Argentine ont

⁵¹ Margheritis, Ana, Economie politique des privatisations en Argentine in Problèmes d'Amérique latine, Paris, n°29, avril-juin 1998, p.112.

finalement accepté la restructuration de la dette portée à bout de bras par l'administration Kirchner.

Pourtant, la terre des fiers gauchos n'était pas au bout de ses peines. Entretemps, des fonds vautours étaient, en effet, passés à l'action. En 2008, NML Capital et Aurelius achètent des titres de la dette publique argentine pour 48 millions de dollars alors que leur valeur nominale s'élève à 222 millions. Précisons qu'étant donné que cet ordre d'achat a eu lieu sept ans après le défaut de paiement, NML Capital et Aurelius n'ont donc jamais participé, en aucune manière, au financement effectif de l'État argentin. En fait, l'objectif de ces fonds spéculatifs est de profiter des situations de crises pour racheter les dettes d'États à des prix très bas et de contraindre ensuite, par la voie judiciaire, ces mêmes États à rembourser le montant initial des dettes, les intérêts, les pénalités et autres frais de justice. En 2012, à New York, le juge Thomas Griesa condamne l'Argentine à verser 1,33 milliard de dollars aux vautours, qui, de par cette décision, étaient assurés de réaliser un taux de profit de plus de 350%.

A cette époque, Buenos Aires introduit un recours auprès de la Cour suprême des États-Unis qui, en juin 2014, refuse de se saisir de l'affaire confirmant, dans la foulée, la décision du juge Griesa. En août 2014, le gouvernement argentin, condamné définitivement, se refuse à dédommager les fonds vautours. En cause, la crainte pour Buenos Aires de voir les autres créanciers ayant refusé de renégocier (les *hold-outs* dans le jargon par opposition aux *hold-in* ayant, eux, accepté les termes de la restructuration) emboîter le pas aux vautours. En effet, une clause RUFO (*Right upon future offers*) définissait les termes de la renégociation de la dette avec les créanciers restructurés (les *hold-in*). Cette clause, d'application jusqu'au 31 décembre 2014, précisait que si Buenos Aires accordait, le cas échéant, de meilleures conditions aux *hold-outs* qu'aux *hold-in*, ces derniers seraient en droit de demander un traitement équivalent. Cette hypothèse, si elle s'était matérialisée, aurait ramené l'État argentin à la situation d'insolvabilité structurelle de 2001.

Pour toutes ces raisons, l'Argentine est entrée en défaut technique à l'été 2014 puisque les paiements effectués à New York au bénéfice des créanciers *hold-in* ont été bloqués par la justice états-unienne. Au demeurant, on notera que le gouvernement argentin, puisqu'il voulait payer, ne pouvait être considéré comme étant en défaut de paiement volontaire. Voilà pourquoi des créanciers européens ont, au même moment, attaqué en justice les institutions financières états-uniennes qui refusaient de procéder aux paiements attendus. Le 4 août, le juge Griesa autorisait exceptionnellement la banque JP Morgan à effectuer des paiements au seul bénéfice des créanciers européens puisque les paiements effectués à New York au bénéfice des créanciers *hold-in* avaient été bloqués par la justice états-unienne. Puisque des paiements ont factuellement eu lieu, l'Argentine n'était donc pas en défaut de paiement à cette époque. On repèrera, au passage, un premier élément d'illégitimité manifeste, à savoir la perte de souveraineté du pays en ce qui concerne les juridictions éligibles en cas de problèmes de solvabilité.

Il est, à ce propos, particulièrement hasardeux d'affirmer que c'est à l'administration Kirchner qu'échoit la lourde responsabilité d'avoir abandonné la souveraineté nationale en confiant à la

justice américaine le soin de trancher les litiges qui opposaient l'Argentine à ses créanciers. En réalité, ce renoncement a été inauguré par la junte militaire installée en 1976, sous la pression des États-Unis qui satellisent alors l'Argentine, suite à une modification du code civil. Cette dernière, connue en Argentine sous le nom de « clause Martinez de Oz » (du nom du ministre des Finances de Videla), a été pleinement confirmée par tous les gouvernements depuis la chute de la junte en 1983⁵². Les titres pour lesquels l'État argentin s'est déclaré en défaut de paiement en 2001 n'échappaient pas à cette disposition. Lorsque l'administration Kirchner a entamé, en 2005, les négociations avec les créanciers, la « clause Martinez de Oz » était pleinement d'application.

Il convient, certes, de dénoncer comme illégitimes des dispositifs de gestion des défauts de paiement mis en œuvre par une dictature militaire. Cela dit, la restructuration de la dette argentine de 2003 étant qualifiée d'unilatérale par les créanciers, il était, dans ces conditions, illusoire d'imposer, en plus d'une réduction historique du volume de la dette, une relocalisation à Buenos Aires de la juridiction compétente en matière de litiges. La méfiance des créanciers envers l'État argentin était telle qu'à l'époque, sur les 12 banques internationales contactées pour écouler les titres remplaçant ceux pour lesquels le défaut avait été décidé, 5 s'étaient désistées car elles trouvaient les termes de la restructuration trop durs et ne croyaient, par conséquent, pas en la possibilité d'écouler les obligations restructurées⁵³. On peut par conséquent estimer que le problème de la restructuration de la dette argentine ne résidait, tout bien considéré, peut-être pas tant dans la juridiction compétente pour traiter des litiges que dans l'absence de définition claire, lorsque les dettes ont été contractées, du traitement des créanciers *hold-outs*.

Les obligations ayant donné lieu au défaut de paiement de 2001 ne comportaient, en effet, pas de clause d'action collective. Cette catégorie de clause définit qu'au-delà d'un certain seuil de créanciers (généralement, 75%) ayant accepté les termes d'une restructuration, les *hold-outs* ne disposent plus d'aucun recours possible contre le débiteur en défaut. De telles clauses ont eu tendance à se multiplier au cours des vingt dernières années sur les marchés émergents et se sont généralisées en Europe depuis⁵⁴. En tout état de cause, l'absence d'une clause d'action collective aurait pu, dès cette époque, constituer un motif d'illégitimité. En effet, laisser à une minorité de spéculateurs le pouvoir de faire dérailler un processus de restructuration admis par la majorité des créanciers constitue une sacralisation excessive du droit de propriété, s'opposant frontalement à l'exercice « du droit souverain de restructurer sa dette souveraine » reconnu en 2015 par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette dernière impliquait *de facto* la condamnation des pratiques des fonds vautours⁵⁵. On peut d'ores et déjà noter que le gouvernement argentin a pleinement tiré les leçons du passé puisque les nouveaux titres de dette qui ont été émis au moment du processus de restructuration sous

⁵² Alejandro Olmos, *Todo lo que usted quiso saber sobre la deuda externa y siempre se lo ocultaron*, Ed. Peña Lillo-Continente, Buenos Aires, 2006, pp.102-107.

⁵³ Giuliano, Héctor Luis, *Problemática de la deuda pública argentina, La deuda bajo la administración Kirchner* (Tome 1), Grupo Editor del Encuentro, Buenos Aires, 2006, pp.287-288.

⁵⁴ *The Economist*, édition mise en ligne le 22 octobre 2011.

⁵⁵ Lequesne-Roth, Caroline, « La fin des « vautours »? Retour sur le contentieux stratégique des dettes souveraines » in *Revue internationale de droit économique*, vol. xxxii, no. 3, 2018, pp. 351-367.

Néstor Kirchner comportaient bien une clause d'action collective, ce qui a rendu possible une nouvelle restructuration en 2020, sans que des fonds vautours puissent profiter de l'affaire⁵⁶.

Pour autant, on ne décrètera pas que la dette argentine répond, aujourd'hui, à tous les critères de légitimité. Pour s'en convaincre, il faut comprendre comment l'Argentine est à nouveau entrée en défaut de paiement. Du point de vue de la subordination du pays aux marchés financiers, l'élection en 2015 de Mauricio Macri, leader de la droite modérée (à l'échelle de l'Argentine, du moins), a représenté un cinglant retour en arrière.

En effet, la première mesure adoptée par le gouvernement d'alternance à cette époque a consisté en un accord avec les fonds vautours pour un montant de 9,3 milliards de dollars empruntés sur les marchés⁵⁷. On peut d'ores et déjà assimiler ce montant à un endettement illégitime. A ce propos, on peut gager que si le gouvernement argentin l'avait vraiment voulu, il n'aurait jamais conclu un accord aussi désavantageux car ne correspondant à aucune donnée un tant soit peu objective reflétant les sources objectives de financement de l'Argentine. En effet, il se trouve qu'une loi belge, adoptée, au demeurant, sous la pression des mouvements sociaux (ce qui montre une fois de plus qu'il existe un ancrage effectif dans le public associatif belge francophone pour discuter de la dette extérieure de l'Argentine et des politiques économiques menées dans ce pays) empêche les fonds vautours d'agir sur son territoire. Au premier rang des critères permettant de définir l'activité d'un fonds vautour, la loi belge met en avant un *business model* par lequel « le créancier a abusé de la situation de faiblesse de l'État débiteur pour négocier un accord de remboursement manifestement déséquilibré » (article 2 al.2 de la loi du 12 juillet 2015 relative à la lutte contre les activités des fonds vautours). De surcroît, ce texte prévoit qu'un avantage économique doit être considéré comme illégitime lorsqu'il est possible de repérer une « disproportion manifeste entre la valeur de rachat de l'emprunt ou de la créance par le créancier et la valeur faciale de l'emprunt ou de la créance ou encore entre la valeur de rachat de l'emprunt ou de la créance par le créancier et les sommes dont il demande le paiement » (article 2 al.3).

Le fait que cette loi ait été votée en Belgique revêt un caractère hautement stratégique. En effet, on retrouve en Belgique un élément central du dispositif de la circulation mondialisée des capitaux propre au régime d'accumulation néolibéral. Il s'agit d'Euroclear dont le siège se trouve à Bruxelles. Pour rappel, Euroclear constitue la liaison institutionnelle entre les émetteurs de titres (par exemple, le Trésor d'un pays) et les propriétaires de ces derniers de manière à équilibrer les passifs et les actifs des acteurs impliqués par ces transactions. Lorsque la justice américaine a interdit, comme elle l'a fait en 2014, de payer les créanciers *hold-in* tant que les fonds vautours n'obtenaient pas satisfaction, elle intimait un ordre à Euroclear. Or, si une loi en Belgique dénonce juridiquement l'action de ces mêmes fonds, il n'est par conséquent plus possible de bloquer les paiements. Dès lors, les créanciers récalcitrants d'Etats en défaut de paiement sont privés d'un immense pouvoir de pression.

⁵⁶ Carluccio, Juan, et Rafael Cezar. « La crise de la dette argentine et ses racines » in *Revue d'économie financière*, vol. 141, no. 1, 2021, pp. 209-224.

⁵⁷ El País, Argentina paga los 9.300 millones de dólares que debía a los fondos buitres, édition mise en ligne du 22 avril 2016.

Pour toutes ces raisons, l'auteur de ces lignes espère avoir convaincu le lecteur de ce que payer plus de 9 milliards aux fonds vautours en 2016 n'avait rien d'inéluctable. Il est vrai qu'à cette époque, le gouvernement de Mauricio Macri voulait à tout prix revenir sur les marchés financiers. Là où un gouvernement prudent aurait opté pour une stratégie progressive, force est de constater que la droite de retour au pouvoir sous Macri avait décidé de procéder à une rupture sans transition. C'est ainsi que dès décembre 2015, le nouveau gouvernement, à peine installé dans ses meubles, opte pour une libéralisation complète de la politique des changes. Sous le gouvernement kirchnériste, l'Argentine vivait sous régime de contrôle des changes aux antipodes du *modus operandi* du néolibéralisme. Il se trouve, en effet, que lorsqu'une période de crise économique frappe l'Argentine (ce qui était bien le cas à cette époque), classiquement les acteurs privés, ménages comme entreprises, se caractérisent par une préférence pour le billet vert et dollarisent leurs actifs. On note alors une forte dépréciation du peso face au dollar US, au moment précisément où l'Argentine peine à accumuler les réserves en devises qui lui permettrait de faire face à cette soif inextinguible de dollars. Et le serpent de se mordre la queue. Ce paradoxe explique pourquoi il est préférable de limiter les mouvements de change en Argentine, spécialement lorsque la conjoncture se dégrade.

Tournant le dos à ces pratiques, le nouveau pouvoir, qui a obtenu son accord avec les fonds vautours, a alors accès aux marchés de capitaux et reçoit, moyennant de hauts taux d'intérêt (ce qui s'explique par le passé compliqué de l'Argentine), les dollars tant convoités. Hélas, le pays ne va jamais recomposer ses réserves de manière à rembourser ses emprunts. Pour le dire familièrement, l'Argentine va, comme dans le passé, emprunter pour rembourser ses emprunts. L'augmentation du montant de la dette est impressionnante. En 2003, lors de l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner, la dette extérieure de l'Etat argentin représentait 79,2% du PIB. Alors que Cristina Kirchner quittait le pouvoir douze ans plus tard, l'endettement extérieur de l'Argentine équivalait à 15,1% du PIB⁵⁸. Cette baisse drastique s'explique par la croissance économique durant ces années mais aussi par la restructuration imposée entre 2005 et 2009 aux créanciers privés du pays. Il y avait, d'ailleurs, déjà matière à contester, dès cette époque, la légitimité de la dette publique argentine. En effet, les tribunaux argentins avaient, au début de ce siècle, repéré 477 délits dans sa formation. Lorsque Mauricio Macri quittait le palais présidentiel de la *Casa Rosada* en décembre 2019, l'endettement public extérieur de l'Argentine avoisinait les 47% du PIB. Durant ces quatre ans de gestion macriste, la dette extérieure brute de l'Argentine est passée de 157,792 à 277,648 milliards de dollars. Cette progression de 120 milliards s'est opérée sous un régime de change libéralisé de sorte que 88 milliards de dollars sont, à la même époque, sortis du pays⁵⁹.

Et c'est ici qu'un aspect d'illégitimité doit être dénoncé. Qu'un gouvernement démocratiquement élu s'endette sans fonds propres et que des investisseurs imprudents le suivent jusqu'à un certain point avant de se rendre compte que c'était une erreur, cela n'a tout bonnement rien d'exceptionnel et n'appelle guère de commentaires. L'histoire financière est

⁵⁸ Barrios, Alejandro, *Buenas Herencias. El legado económico del kirchnerismo*, Hernández Editores, Buenos Aires, 2015, p.142.

⁵⁹ *Ámbito Financiero*, Macri, campeón del endeudamiento: se fue y dejó una deuda externa de U\$S 227.000 millones, édition mise en ligne du 4 août 2020.

jonchée de défauts de paiement reposant sur cette base. Après tout, le droit souverain au défaut de paiement viendra sanctionner ce manque de discernement de la part des créanciers. Il n'en va pas de même quand c'est le FMI qui est à la manœuvre. En effet, les statuts du FMI disposent qu'« aucun État membre ne peut faire usage des ressources générales du Fonds pour faire face à des sorties de capitaux importantes ou prolongées » (Statuts du FMI, article VI, section 1, point a). Or, c'est précisément ce qui s'est produit en juin 2018 en Argentine. A ce moment, les marchés ont arrêté de suivre Macri. Un accord est alors intervenu avec le FMI qui a pris la relève des marchés pour 56 milliards de dollars⁶⁰. Là encore, rien que de très classique, à quelques fâcheuses différences près qui font définitivement problème.

On commencera par relever que Mauricio Macri n'a rétabli les restrictions sur l'achat de dollars en Argentine qu'en septembre 2019, soit plus d'un an après l'octroi du prêt du FMI. Durant ce temps, le peso s'est fortement dévalué et les prêts du FMI ont servi à financer cette crise des changes résultant de la fuite des capitaux. En tout état de cause, le FMI avait été peu regardant quant à l'usage de ces fonds tant et si bien qu'en septembre 2019, 78% des 56 milliards de dollars avaient déjà été décaissés, c'est-à-dire 43,68 milliards de dollars⁶¹. Disons-le tout net. On peut considérer que ce montant est illégitime. En effet, l'octroi du prêt du FMI n'a jamais été conditionné à une analyse objective des paramètres macroéconomiques de la République argentine de l'aveu même d'un des cadres de l'équipe de Mauricio Macri, lequel a reconnu publiquement que « le prêt du Fonds a représenté montant record accordé en un temps record grâce à un soutien politique. C'est évident. Je n'ai jamais connu d'octroi aussi rapide d'un prêt une telle ampleur à un pays sans vérification approfondie de ses capacités réelles de remboursement »⁶². A l'époque, la proximité idéologique ainsi que les liens personnels entre Mauricio Macri et Donald Trump ont beaucoup joué. Le FMI s'est donc comporté en créancier imprudent et nous allons voir qu'il n'a jamais été sanctionné pour cela. Au passage, on notera qu'en Argentine, des hauts fonctionnaires pourtant néolibéraux reconnaissent que les décisions économiques reposent fondamentalement sur des considérations de nature éminemment politique. C'est aussi le cas chez nous (que l'on se souvienne de l'histoire des critères de Maastricht) mais on le dit moins.

Lorsque les péronistes de centre-gauche sont revenus au pouvoir après l'élection d'Alberto Ángel Fernández en décembre 2019, des pourparlers ont été lancés avec les créanciers privés du pays en vue d'une restructuration de sa dette extérieure. Il en a résulté, en 2020, une réduction moyenne en valeur des montants à honorer de 32,6%. « Compte tenu de la position de faiblesse à partir de laquelle le pays a négocié, le résultat est remarquable, car il est comparable avec la moyenne historique de 33% de décote réelle dans les restructurations des

⁶⁰ Infobae, El FMI explicó cómo y por qué le presta USD 50.000 millones a la Argentina. Las 10 claves del crédito para el país desde la mirada del Fondo, édition mise en ligne du 11 juin 2018.

⁶¹ Página/12, El director del FMI dio por caído un nuevo desembolso al gobierno de Macri, édition mise en ligne du 26 septembre 2019.

⁶² El Destape, Carlos Melconian apuntó contra el FMI por el préstamo a Mauricio Macri y reconoció que fue « político », édition mise en ligne du 18 février 2020. Url : shorturl.at/itFGM. Date de consultation: 19 avril 2024.

pays à revenu intermédiaire avec les créanciers privés »⁶³. A l'époque, le gouvernement argentin décide de se doter d'un mécanisme de contrôle des changes afin d'éviter des mouvements de fuite des capitaux à l'heure où le pays avait cruellement besoin de liquidités en pleine pandémie.

A l'heure de faire les comptes, on peut considérer que 43,68 milliards de dollars de prêts du FMI et 9,3 milliards destinés aux griffes des fonds vautours correspondent à une opération d'endettement illégitime. Cela donne un total de 52,98 milliards de dollars. Il reste aujourd'hui près de 44 milliards de dollars à payer au FMI. Si un geste était fait par cet organisme pour éliminer ce montant des remboursements de l'Argentine, cela allégerait considérablement l'endettement extérieur du pays. Ce dernier s'élevait à 30,5% du PIB fin 2023⁶⁴, soit, à cette époque, 195,51 milliards de dollars. Avec une telle mesure d'annulation, la dette publique de l'Argentine de l'Argentine serait inférieure à 25% de son PIB (valeur 2023). A l'avenir, le pays devra rembourser annuellement au FMI des montants établis de la manière suivante. Il disposera d'un délai de 10 ans pour le paiement de sa dette, avec un délai de grâce lui permettant de postposer les remboursements de 4 ans et demi. Ainsi, ceux-ci s'effectueront en 12 tranches semestrielles entre 2026 et 2032. Chaque année, l'Argentine devra donc déboursier tous les 6 mois un montant de 3,667 milliards de dollars chaque trimestre (donc 7,334 milliards par an). Si on annule substantiellement ce plan de remboursement, l'Argentine pourra donc gagner 44 milliards de dollars de réserves sur 6 ans.

On pourra toujours reprocher à ces considérations comptables de jouer la carte de l'utopie. A y regarder de plus près, cela n'est peut-être pas si vrai. On commencera par mentionner qu'un agenda politique de renégociation de la dette à régler au FMI a déjà été avancé par l'ancienne vice-présidente Cristina Kirchner dès 2020 au début des tractations entre le gouvernement argentin et le Fonds⁶⁵. De surcroît, la situation financière de l'Argentine a gravement souffert des suites du Covid et de la lente reprise du commerce mondial de 2021 à 2023 tant et si bien qu'aujourd'hui, le pays est dans une situation financière désastreuse et bénéficie d'un programme de facilités étendues de la part du FMI. Bref, le FMI avance des fonds à l'Argentine pour pouvoir être remboursé.

Des délais de paiement plus longs ont donc été prévus. En retour, des obligations plus importantes ont été imposées, dont le respect est évalué trimestriellement par le FMI. Bref, l'Argentine ne décide plus de sa politique économique et est surveillée de très près. Par le biais de ce plan de facilités, le FMI refinancera jusqu'en 2026 les échéances en principal et en intérêts des 44 milliards de dollars qui lui sont dus. Cela prouve que l'Argentine est actuellement incapable de rembourser ces montants au FMI. On peut d'ailleurs se demander si

⁶³ Nemiña, Pablo & Val, María Emilia, La renegociación de la deuda argentina durante la pandemia COVID-19 Implicancias y perspectivas para los países en desarrollo, Fundación Carolina, noviembre 2020.

⁶⁴ Oficina Nacional de Crédito Público, Deuda de la Administración Central, 2ème trimestre 2023. Url: https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/presentacion_gra_fica_2t23.pdf. Date de consultation: 30 avril 2024.

⁶⁵ Ámbito Financiero, Para Cristina, el FMI « debería establecer una quita sustancial » de la deuda, édition mise en ligne du 8 février 2020.

ce n'est pas cette volonté de faire rembourser à tout prix un prêt ayant financé en pure perte une fuite des capitaux qui relève de l'utopie.

Et cela, ce ne sont pas des gauchistes qui l'affirment. C'est ainsi qu'Oxford Economics, un leader mondial en ce qui concerne les prévisions économiques, maintient une probabilité de 75% que l'Argentine fasse à nouveau défaut sur son importante dette extérieure entre 2025 et 2027, ce qui impliquera des renégociations beaucoup plus dures avec les investisseurs⁶⁶. Les facilités de paiement du FMI n'auront été, si cette hypothèse se matérialise, qu'une pure perte de temps. Et dans le cas de l'Argentine, un défaut de paiement retentissant ne constituerait nullement une première. On notera donc, au passage, le caractère passablement réaliste de cette prévision.

En fait, « lorsqu'on rêve tout seul, ce n'est qu'un rêve alors que lorsqu'on rêve à plusieurs c'est déjà une réalité. L'utopie partagée, c'est le ressort de l'Histoire » (Hélder Câmara).

Conclusion (ancrage associatif de cette production)

Du point de vue de l'ancrage associatif de cette production, on peut dire que contrairement aux apparences, l'Argentine n'est pas loin des préoccupations des directions des grandes associations dans ce pays. Certaines, comme nous avons déjà pu le voir au début de ce texte, ont d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme au moment de l'élection de Javier Milei à la présidence du pays dans une carte blanche adressée à un titre de la presse de référence (Le Soir, en l'occurrence).

Cette mise en relation ne s'arrête pas là. Elle correspond également à des facteurs économiques dont la complexité méritait une explication un peu documentée. En effet, il apparaît que l'économie de l'Argentine repose principalement, voire quasi exclusivement, sur ses exportations agro-pastorales. Cette spécialisation ne va pas de soi, contrairement à ce que l'idéologie néolibérale prétend. Face à la détérioration des termes de l'échange qui l'accompagne, la gauche argentine préconise, dans la lignée de l'économiste hétérodoxe Raúl Prebisch, la promotion du protectionnisme pour mener une politique d'industrialisation par substitution aux importations. La droite, à laquelle appartient de manière pour le moins radicale le nouveau président du pays, insiste, au contraire, sur les avantages comparatifs dont dispose la terre des gauchos pour la production d'aliments, de la viande au blé en passant par le soja transgénique.

Parallèlement, on notera dans l'histoire de l'Argentine une impressionnante série de défauts de paiement. On en compte déjà huit dans l'histoire d'un pays qui existe depuis un peu plus de deux siècles. Autrement dit, l'Argentine est en défaut de paiement sur sa dette extérieure tous les 25 ans en moyenne. Le dernier épisode de restructuration de la dette du pays est intervenu il y a un peu plus de quatre ans. Dans ce contexte de grande fragilité financière, le président Milei, fidèle à son programme économique libéral orthodoxe, insiste sur la nécessité

⁶⁶ Profil LinkedIn de Sergi Lanau, Director of Global EM Strategy at Oxford Economics, 30 juillet 2023, Url : <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7092876694822297600/>. Date de consultation: 30 avril 2024.

de miser sur la compétitivité de l'agro-business que sa politique macroéconomique n'a, en fait, cessé de renforcer. Voilà pourquoi il se montre clairement partisan du traité de libre-échange avec l'Union européenne, lequel, après avoir été rejeté par les peuples d'Europe, fait son grand retour à l'agenda de la Commission européenne.

A ce sujet, trois luttes du mouvement social finissent par s'emboîter de manière structurelle et se renforcent structurellement. Du côté du front du refus de l'austérité, force est de constater que les politiques de coupes claires budgétaires préconisées par la Commission européenne correspondent *in fine* à un objectif d'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs européens. Or, ce dernier est plus facile à faire passer si les coûts de reproduction de la force de travail peuvent baisser dans le même temps. C'est ici qu'entrent en scène les traités visant à importer davantage de nourriture issue de pays à agriculture extensive sur de vastes superficies comme l'Argentine et bénéficiant, de ce fait, d'économies d'échelles n'existant pas dans de petits territoires comme la Wallonie.

L'austérité qui frappe le salariat européen implique donc par ricochet la mise à mal des conditions de vie et des revenus de la paysannerie du Vieux Continent. Cette fragilisation commune suppose, d'ailleurs, pour rester fonctionnelle avec la nécessité de reproduction de la force de travail que les importations de viande argentine augmentent en Europe, ce qui est déjà le cas depuis quelques années, traité de libre-échange ou pas. En scrutant de plus près la raison invoquée pour procéder à ces choix de politique économique qui frappent durement les milieux populaires au Nord comme au Sud, en Argentine comme en Belgique, on retrouve la dette publique.

A cet égard, si l'Argentine est en mesure de restructurer de manière significative sa dette envers le FMI, la pression à la spécialisation sur le segment de ses productions agro-pastorales diminuera. De cette façon, le motif invoqué aujourd'hui par le nouveau pouvoir en place pour mettre en place des mesures d'austérité, lesquelles contribuent à faire baisser le niveau des salaires réels en Argentine. Pour l'heure, la politique du gouvernement argentin a permis de renforcer la compétitivité de l'agro-business national de plus de 60%. Dans ces conditions, il ne serait pas du tout surprenant que l'on retrouve de plus en plus de viande argentine importée en Europe. Or, la viande que les éleveurs argentins exportent vers les marchés à fort pouvoir d'achat comme l'Union européenne est de très haute qualité et correspond aux parties les plus rémunératrices des carcasses bovines. Il s'agit donc là d'une concurrence qui risque de faire particulièrement mal à la filière bovine wallonne. Ce sont ces considérations qui nous ont conduits à nous intéresser de près à la dette de l'Argentine.

En nous livrant à cet exercice, nous avons pu constater que la Belgique constitue une place stratégique en ce qui concerne l'annulation ou les restructurations des dettes publiques. En effet, c'est sur le territoire belge (à Saint-Josse, plus précisément) que se trouve Euroclear, qui met en relation les comptes des débiteurs et des créanciers des titres obligataires. Voilà pourquoi le mouvement social en Belgique a mis au point, dès 2015, un texte législatif visant à empêcher l'activité des fonds vautours chez nous (l'auteur de ces lignes a, d'ailleurs, eu l'honneur de participer aux travaux préparatoires de cette loi).

En fait, sans l'action du mouvement social belge, les fonds vautours auraient encore pu faire du tort à bien des pays en défaut de paiement. Pour se convaincre de l'importance de la législation belge relative aux vautours de la finance mondiale, on rappellera qu'en 2000, le fonds Elliott a fait main basse sur une partie substantielle des ressources du Pérou (qui avait fait défaut sur sa dette extérieure auparavant) en se servant de la présence d'Euroclear sur le sol belge. Il faut savoir que la toute grande majorité des contrats d'endettement en dollars des pays en développement désignent des juridictions américaines pour trancher des éventuels litiges. Or, la justice américaine a, à la fin du siècle dernier, profondément modifié sa jurisprudence en matière de défauts de paiement en estimant que les créanciers refusant les restructurations, parmi lesquels, les fonds vautours, étaient, en réalité, prioritaires sur les autres créanciers. Après avoir obtenu gain de cause auprès des tribunaux états-unis, Elliott restait confronté à un vrai casse-tête, en l'occurrence, faire exécuter le jugement prononcé en sa faveur. Il était évident que l'État péruvien ne risquait pas de laisser traîner des actifs sur le territoire des États-Unis pour qu'ils ne soient pas saisis bien sûr. Afin de contourner l'obstacle, Elliott a alors inauguré une pratique consistant à demander à la justice belge de bloquer le paiement par Euroclear des sommes dues par le Pérou qui était, de ce fait, coupé des marchés financiers.

En septembre 2000, Elliott a déposé une requête devant le tribunal de commerce de Bruxelles visant à faire exécuter le jugement du tribunal américain interdisant à Euroclear de procéder à des paiements pour le compte du gouvernement péruvien. Le fonds vautour a essuyé une fin de non-recevoir. Hélas, la Cour d'appel de Bruxelles lui a donné, par la suite, raison. Le Pérou, désireux de ne pas faire à nouveau défaut sur sa dette et ainsi s'éloigner davantage encore des marchés financiers, a fini par s'incliner et a payé de lourdes indemnités à Elliott⁶⁷. C'est à cette complicité objective de l'appareil d'Etat belge avec les fonds vautours que le mouvement social a mis fin avec la loi du 12 juillet 2015. La presse argentine de gauche a, d'ailleurs, salué cette initiative⁶⁸.

L'amplification de la contestation des politiques d'austérité et de la mondialisation néolibérale (notamment à l'occasion des campagnes de solidarité active) est susceptible de trouver de nouveaux alliés, notamment au sein de la paysannerie et de la filière bovine wallonne (et par-delà, dans toute l'Europe) qui est clairement désavantagée par la concurrence des producteurs de l'agrobusiness argentin. Un mouvement d'ampleur qui dépasse le cadre de la gauche radicale pourrait, partout en Europe, forcer nos gouvernements à interpeller le FMI quant à l'illégitimité de la dette argentine, sans laquelle l'ultra-droite de Milei n'aurait pas trouvé de prétexte pour imposer sa politique de casse sociale. La nouvelle vague de négociations entre l'Union européenne et le Mercosur afin de conclure un traité de libre-échange et les campagnes de dénonciation auquel elle fera face sur tout le Vieux Continent dans les mois qui viennent constituent un terreau particulièrement propice pour appuyer cet agenda transversal.

⁶⁷ Imbert, Anselme. « Les fonds vautours, classe particulière d'investisseurs ? » in *Techniques Financières et Développement*, vol. 119, no. 2, 2015, pp. 35-41.

⁶⁸ Lire par exemple, Página/12, Una ley contra los abusos de los buitres, édition du 2 juillet 2015.